

est édité par le Centre d'Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant Wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.



Espace de Libertés est distribué à tous les membres des associations affiliées au CAL/Brabant Wallon grâce à une participation financière de cette régionale.

#### Rédaction et publicité

CAL: Campus de la Plaine ULB, CP 236, avenue Arnaud Fraiteur, 1050 Bruxelles. Tél.02/627.68.68 - Téléfax 02/627.68.61. E-mail: [espace@cal.ulb.ac.be](mailto:espace@cal.ulb.ac.be) Site du mouvement laïque: <http://www.laicite.be> ISSN 0775-2768

Fondateur: Jean Schouters

Membre d'honneur: Ghislaine De Bièvre

Directeur: Patrice Dartevelle

Rédactrice en chef: Michèle Michiels

Secrétaire de rédaction: Nicole Nottet

Production et administration:

Fabienne Sergoyenne

Comité de rédaction: Mireille Andries, Jean Charlier, Patrice Dartevelle, Julien Dohet, Jérôme Jamin, André Koeckelenbergh, Jules Louis, Andrée Masson-Depasse, Yolande Mendes da Costa, Jacques Rifflet, Johannès Robyn, Frédéric Soumois, Serge Vandervorst.

Documentaliste: Anne Cugnon

Impression: Massoz s.a., Liège

#### Abonnements:

Pour 10 numéros:

Belgique: 18 □, Étranger: 26 □

Pour 10 numéros + 2 Documents:

Belgique: 20 □, Étranger: 32 □

par virement au compte n°210-0624799-74 du CAL.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.



Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC).

Avec le soutien de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en Éducation et du Pilotage interrégionaux.

En couverture: dessin de Cost. Notre dossier: *Militants et bénévoles*, pages 4 et suivantes.

## s o m m a i r e

### Éditorial

Laïcité et islam – Patrice Dartevelle \_\_\_\_\_ 3

### Dossier: Militants et bénévoles

Militantisme: renouveau ou recul? – Mateo Alaluf \_\_\_\_\_ 4

Solidarité ou charité? – Julien Dohet \_\_\_\_\_ 7

Construire une histoire avec les autres. Une interview de Philippe Laurent.

Propos recueillis par Michèle Michiels \_\_\_\_\_ 8

Le bénévolat: pour un débat politique – Albert Carton \_\_\_\_\_ 10

Un militantisme laïque? – Roger Thirion \_\_\_\_\_ 12

Conseillers laïques - Les limites du bénévolat \_\_\_\_\_ 13

Maud Duchateau: de la résistance à la persévérance \_\_\_\_\_ 14

### Europe

La fièvre des autonomistes – Pascal Martin \_\_\_\_\_ 15

L'Europe en quête de popularité. Un entretien avec Franklin Dehousse

Propos recueillis par Pascal Martin \_\_\_\_\_ 21

Italie - Ces intellectuels séduits par les sirènes du berlusconisme – Sergio Carrozzo \_\_\_\_\_ 22

### Société

La tentation de la castration – Jean Sloover \_\_\_\_\_ 24

La violette: une petite herbacée fragile ou résistante? – Isabelle Philippon \_\_\_\_\_ 26

Janus: de la *punition* à la *restauration* – Olivier Swingedau \_\_\_\_\_ 28

### Religion

Le ciel t'aidera – Marc Oschinsky \_\_\_\_\_ 30

### Idées

L'insaisissable mais sincère Jacques Yerna – Jean Charlier \_\_\_\_\_ 31

Les trois imposteurs – Patrice Dartevelle \_\_\_\_\_ 31

Mars, au plus près – André Koeckelenbergh \_\_\_\_\_ 32

Sans État d'âme – Andrée Masson-Depasse \_\_\_\_\_ 33

Comique antireligieux – Janos Molnar \_\_\_\_\_ 33

### Agenda

\_\_\_\_\_ 34

En pages centrales –à détacher– on trouvera le document relatif à la Déclaration anticipée d'euthanasie \_\_\_\_\_ 17 à 20

## prochain dossier

## La défense européenne

L'Europe est-elle capable de mettre sur pied une politique de «défense» commune et solidaire, qui semble pourtant incontournable dans le contexte international actuel exacerbé par la guerre d'Irak? Mais comment la mettre en place et concilier des avis –et des intérêts– très divergents? Comment rétablir un certain «équilibre» mondial dans le cadre de l'OTAN, de l'ONU? Autant de défis qui auront aussi un coût.

# Laïcité et islam

La présence d'une immigration de religion musulmane en Europe occidentale, devenue durable et plus présente, force tous les pays concernés à une réflexion sur une cohabitation avec un groupe qui paraissait autrefois lointain.

Le cas le plus spectaculaire est en France où au départ de la question du voile islamique, le président de la République a décidé de créer une commission pour redéfinir la laïcité<sup>1</sup>. Jean Baubérot va jusqu'à dire qu'après 1984, la question (de la laïcité) s'est déplacée des rapports catholicisme/laïcité aux rapports islam/laïcité<sup>2</sup>.

Bien d'autres questions que le port du voile à l'école sont posées par la présence de musulmans, mais pas par eux seuls. Si à Paris, Strasbourg et Lille, ce sont des associations musulmanes qui ont obtenu que dans certaines piscines une tranche horaire soit réservée aux femmes<sup>3</sup>, à Sarcelles, c'est une association juive qui a obtenu la même chose<sup>4</sup>. Le 12 juin dernier, une controverse a surgi au lycée Colbert à Paris à propos du port de la kipka par une vingtaine d'élèves provenant d'écoles privées juives venus passer une épreuve du baccalauréat, circonstance particulière qui les a mis au-dessus du règlement, sinon parfaitement explicite, du lycée<sup>5</sup>.

### Les vrais problèmes

Il ne faut pas imaginer non plus que le critère religieux est le seul qui puisse être utilisé en matière scolaire. La Ville de New York vient de reconnaître et de subventionner une école secondaire réservée aux élèves gays et lesbiennes<sup>6</sup>.

Le problème n'est pas limité au milieu scolaire. C'est son point d'ancrage principal actuel mais la suite est claire: le port du voile ne se termine pas avec l'école. La question se pose en milieu professionnel. La Cour constitutionnelle allemande a estimé le 21 août 2003 que le port du foulard sur le lieu de travail ne pouvait être un motif de licenciement. Difficile de trancher autrement dans l'ordinaire des cas<sup>7</sup>. Chez nos voisins du Sud, le conseil de discipline de la fonction publique a frappé d'une suspension d'un an sans salaire une musulmane lyonnaise, contrôleuse du travail des transports. Le tribunal administratif de Lyon a rejeté son recours en usant de motivations que je ne partage pas, le rang trop élevé de l'intéressée dans la fonction publique et le trouble chez les collègues et usagers<sup>8</sup>. On ne peut rêver d'affirmation plus claire de son allergie à un groupe que l'on n'attendait pas et à ses façons de faire.

Les laïques ne sont pas les moins déboussolés dans cette affaire. Après l'avoir en fait emporté face à l'intolérance chrétienne, ils ont le sentiment que les musulmans viennent leur voler leur victoire et qu'ils doivent tout recommencer comme si on devait revenir deux siècles en arrière.

Ce n'est pas tout à fait faux même s'il faut raison garder: la Belgique ne compte pas tout à fait 5% de musulmans mais la moitié d'entre eux vit à Bruxelles, voire essentiellement dans cinq ou six des dix-neuf communes.

Dans ces cas, des ghettos sont constitués et posent aux laïques, notamment dans les écoles, des questions autrement plus sérieuses que le port du foulard. Les témoignages d'enseignants sont clairs et probants: dans les écoles ghettos, il n'est plus possible d'enseigner le darwinisme, certaines parties de la biologie ou de l'histoire (la préhistoire, les dates

d'apparition du monde et de l'homme). Quant aux cours de natation, ils ne s'adressent plus aux filles<sup>9</sup>.

### Deux principes

Pour prendre attitude devant une situation à ce point inacceptable, deux principes doivent guider la réflexion.

Le premier est d'admettre que ces populations resteront chez nous. À défaut, on est dans le pire camouflage raciste anti-immigré ou anti-arabe. Quand un confrère laïque suisse conclut: «Ceux qui ne veulent pas ou ne peuvent pas se conformer à nos lois, us et coutumes, devraient s'en aller»<sup>10</sup>, je m'interroge.

Le second a l'air trivial mais il est essentiel. Nous n'irons nulle part si nous n'avons pas confiance dans les valeurs de la laïcité et de la démocratie<sup>11</sup>. Nos prédécesseurs laïques n'ont pas failli dans des circonstances autrement plus difficiles. À nous d'avoir la même confiance.

Ceci veut dire entre autres que si l'on ne peut dans certains cas exclure les contraintes, il faut se méfier du recours systématique aux sanctions légales: il cache souvent l'incapacité d'une action militante concrète.

### Refixer les bases

Rien ne se fera sans une adhésion des esprits aux valeurs laïques. Pour cela, il faut refixer les bases. Pour adhérer aux principes de nos sociétés, il faut saisir les fondements des sciences physiques (on ne dira jamais assez l'importance de leur enseignement) et des sciences de type historique (combien de diplômés de l'enseignement secondaire sont capables d'une critique scientifique même élémentaire de l'Ancien et du Nouveau Testament?). Sans cela, c'est le retour assuré au Moyen Âge.

Ceci ne manquera pas de remettre en cause des évolutions récentes de l'enseignement: il faudra donner moins de place au savoir-être pour en redonner au savoir et au savoir-faire.

Je sais bien qu'on dira que j'en reviens au fondamentalisme positiviste, mais je ne demande pas l'enseignement d'une théorie des sciences dépassée. Toutefois, c'est vrai, j'invite chacun à mesurer la légèreté de certaines théories postmodernes ou déconstructivistes. Si tout n'était qu'idéologie, l'intégrisme musulman en serait aussi une, et qui n'aurait pas moins de droits que d'autres.

Ceci dit, il faudra une loi-cadre fixant certains interdits en matière de conséquences publiques des pratiques religieuses (le ramadan comme le lundi de Pâques) ou, pour certaines fonctions, en fait de port de signes distinctifs.

Mais il faut d'abord fixer le principe d'une telle loi: pour moi, le principe doit en être la liberté mais avec des limites et des interdits là où il y a trouble objectif et important pour soit au plan pratique soit à l'exercice du pluralisme démocratique.

### Une laïcité inclusive

Je veux bien juger avec Richard Rorty que «nous devrions rêver d'un monde dans lequel les individus ne s'appuieront sur la culture (identitaire) que de façon transitoire afin de se construire une identité propre où les cultures ne seraient pas les sources principales desquelles les individus tireraient le sentiment de leur propre valeur»<sup>12</sup>.

Mais, dans l'immédiat, le plus sûr conseil est celui de Jean Baubérot qui rappelle ce qui a été la règle historique de la laïcité française: «La stratégie de Jules Ferry a consisté à construire une laïcité autant que possible inclusive et à faire du temps son allié»<sup>13</sup>.

Patrice Dartevelle

<sup>1</sup> *Le Monde* du 2 juillet 2003.

<sup>2</sup> *La laïcité à l'épreuve du temps*, Sciences humaines, hors série n°41, juin-juillet-août 2003, pp. 48-69.

<sup>3</sup> Cf *La Repubblica* du 13 juin 2003 et le commentaire d'Adriano Sofri, *La Repubblica* du 13 juin 2003.

<sup>4</sup> *El Pais* du 26 juillet 2003 sous le titre «Apartheid» en la piscina francesa».

<sup>5</sup> *Le Monde* du 1er juillet 2003 (Xavier Ternisien).

<sup>6</sup> *El Pais* du 30 juillet 2003.

<sup>7</sup> *Le Soir* du 22 août 2003;

<sup>8</sup> *Le Monde* du 15 juillet 2003.

<sup>9</sup> Christian De Man in *Bilan Idées Action* (périodique de la CGSP Enseignement Bruxelles/Brabant, n°9/juin 2003).

<sup>10</sup> Louis Ducommun, «Accepter les règles d'un État de droit», *Le libre penseur* (Lausanne), n°117 (juin 2003), p.11

<sup>11</sup> Je reprends et adopte l'idée de Marc Saghié dans son éditorial, La bataille de la démocratie dans le numéro hors série Politique du *Courrier international* de juin-juillet-août 2003, Islam: le terroriste, le despote et le démocrate.

<sup>12</sup> «Notre humanité commune», *Le Monde des débats* n°24, avril 2001.

<sup>13</sup> «Ne nous voilons pas les yeux», *Libération* du 4 juillet 2003.

# Militantisme: renouveau ou recul?<sup>1</sup>

Le militantisme, dans sa formulation la plus générale, consiste à transposer dans la sphère publique des questions considérées jusque-là comme relevant de la sphère privée. Les militants en conséquence n'agissent pas en leur nom propre, mais comme émanation d'un groupe et d'une cause qu'il s'agit de faire prévaloir en termes d'action collective, c'est-à-dire en termes politiques.

## L'Église militante

Le terme est cependant bien plus ancien que le mouvement ouvrier. L'adjectif «militant» se rapportait au combat que devait livrer tout chrétien contre ses passions et à l'Église «militante» qui devait faire respecter les préceptes de l'évangile.

L'Église militante de naguère est cependant complètement étrangère au sens que revêt le militantisme industriel. Il faudra attendre la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle pour que le militantisme soit associé au mouvement libre penseur et que celui-ci s'organise en associations tenant des congrès et faisant leur propagande sur le modèle des organisations ouvrières, c'est-à-dire un militantisme sans rapport avec celui du fidèle en lutte contre les démons, mais construit sur le modèle des associations ouvrières et des formes organisationnelles qui lui sont liées.

Il en est de même pour les militants chrétiens. Cette militance s'organise aussi dans le cadre d'organisations qui se construisent sur le modèle du mouvement ouvrier même si elles se veulent «anti-socialistes». Deux conditions président cet engagement dans le récit des militants: être croyant et rencontrer la Jeunesse ouvrière chrétienne et le syndicat chrétien. C'est dans ces nouvelles structures que la «reconquête de la classe ouvrière devient la mission prioritaire des travailleurs chrétiens». Aussi bien la référence à la forteresse assiégée (par les patrons et les socialistes), qu'au dévouement désintéressé qui caractérise le militant, le militant chrétien se définit sur le même registre que le militant socialiste ou communiste.

## Représentations militantes

Bien qu'en aucun cas le militantisme ne puisse être limité au seul militantisme ouvrier, celui-ci apparaît donc bien comme la matrice qui conditionne en quelque sorte «l'invention» des militants. Cette mise en forme du «militant» et son évolution, sont aussi étroitement tributaires du militantisme de ceux qui parlent des militants.

Dans cette perspective, la catégorie de «militant» ne peut être saisie que comme représentation d'intellectuels révolutionnaires, de bureaucrates syndicaux ou, à l'opposé, à partir du point de vue de ceux qui les dénigrent.

En se limitant à définir le militant soit comme fantasme d'intellectuel, soit comme alibi de bureaucrate ou encore comme épouvantail de «manager», on peut se demander s'il a jamais existé ailleurs que dans l'imaginaire de ceux

qui en ont parlé. Pour ceux qui l'ont glorifié, aussi bien que pour ceux qui l'ont dénigré, le militant a-t-il jamais été autre chose qu'irrationnel, à contre-courant de la raison dominante? Sauf bien sûr lorsqu'on oppose un modèle idéalisé du militant à celui que l'on se propose de dénigrer. Ainsi dira-t-on aujourd'hui du mouvement blanc par exemple que ses militants, à l'image de leur mouvement, sont irrationnels à la différence des militants ouvriers de naguère.

Il faut donc se méfier des récits des chercheurs comme de ceux des militants. Les premiers parlent souvent d'eux-mêmes sous couvert de leur recherche, les seconds, dont la légitimité est d'être porte-parole, sont incités à inventer le groupe au nom duquel ils parlent. Si bien que le chercheur comme le militant ne seraient rien d'autre que des imposteurs. Mais si tous deux étaient des imposteurs et la classe ouvrière leur invention, nous serions alors dans le monde enchanté des technocrates, celui d'une logique enfin libérée des contradictions sociales.

Les différentes représentations du militant cachent en réalité celles de la classe ouvrière et des organisations qui se définissent comme son expression légitime. Qu'on attribue à la classe ouvrière un projet politique inhérent conservateur, réformiste ou révolutionnaire, il s'agit dans les débats qui la concernent, de lui donner les contours du parti prétendant la représenter.

## «Nous ne sommes rien, soyons tout»

Revenons à l'étymologie du mot: Bénédicte Lepièce rappelle qu'en latin, *militare* signifie faire la guerre et sa forme substantivée, *militantes*, ceux qui font la guerre, les combattants. C'est à travers la lutte que la vie prend un sens. «Le militant est celui qui choisit une cause, qui prend parti». Militer c'est alors se battre pour les autres, pour un groupe. Sa cause consiste à faire accéder le groupe «à un destin d'un autre rang». Il est tout à la fois «membre d'une communauté et éclairer d'un destin de type sociétal»<sup>2</sup>.

Militer, c'est donc avoir une ambition pour les autres. C'est pour l'émancipation de la classe ouvrière que lutent d'abord les militants communistes, socialistes, anarchistes et syndicalistes. Mais en même temps, à travers leurs projets et leurs combats, ils accèdent eux-mêmes à une position sociale. L'action militante qui vise la promotion collective du groupe procure aussi une position sociale aux militants eux-mêmes et devient simultanément un facteur de promotion individuelle. De ce point de vue, l'action militante est un puissant facteur de socialisation, qui opère notamment par des apprentissages et par l'éducation, devenant ainsi un instrument de promotion sociale.

D'autant plus que dans les partis et les syndicats dont la vocation est de transformer la société et qui se nourrissent d'une culture d'opposition, les opposants ne sont que difficilement tolérés. Loin de susciter la sympathie spontanée, l'opposition est accueillie dans les organisations militantes avec beaucoup de méfiance et de réticence car elle est de nature à diviser. N'est-ce pas parce qu'elle est unie et rassemblée dans ses propres organisations que la classe ouvrière obtient droit de cité? Toute opposition affaiblirait cette unité. En conséquence, dans la lutte que mène le mouvement ouvrier, les opposants seront facilement perçus comme des agents de l'ennemi infiltrés dans les rangs ouvriers. C'est pourquoi, parmi les militants, ceux qui choisissent l'opposition au sein même des organisations

ouvrières, dont les anarchistes et les trotskistes, constituent eux-mêmes une configuration spécifique de militants.

Les intellectuels militants, qu'ils soient sociologues, historiens, économistes, psychothérapeutes, ergonomes ou médecins, le sont dans la mesure où ils s'engagent pour une cause et se battent pour faire valoir leurs idées et veulent contribuer à changer la société. En même temps leur pratique professionnelle trouve aussi sa légitimité dans les représentations sociales qui fondent leur militantisme. Leur combat militant pour l'émancipation sociale peut contribuer aussi à légitimer leur propre pratique professionnelle et leur position sociale.

## Acteurs et structures

Les travaux récents sur le communisme qui ont mis l'accent sur les biographies et les trajectoires des militants –la prosopographie– ont contribué à renouveler les approches. L'opposition entre une vision «macro-sociale» de l'histoire dans laquelle les structures sociales sont considérées comme seules déterminantes et une conception qui explique la société par le rôle des grands hommes avait relégué aux marges de l'université les recherches sur les biographies des militants. À présent, et c'est ici que se situe la principale innovation méthodologique qui traverse les travaux sur le militantisme, il s'agit de «penser relationnellement et historiquement les rôles militants».

Si militer c'est lutter et si le terme a une connotation militaire forte, les volontaires des brigades internationales pendant la guerre civile espagnole tout comme ceux qui ont choisi la lutte armée –le terrorisme– restent au centre de notre propos. Ils poussent cependant aussi aux extrêmes –héroïsme et criminalité– les rapports entre les acteurs et les structures sociales dans lesquelles ils agissent.

Le mouvement de Mai 68 aura permis la transposition de la figure du militant ouvrier dans un milieu intellectuel qui préfigurait aussi les mutations que subissait la société. Les logiques de sacrifice et de dévouement qui avaient caractérisé les militants se sont conjuguées, à travers le mouvement, avec les aspirations à l'autonomie et à la jouissance. Ce seront aussi ces mêmes aspirations, selon la thèse de Jean-Pierre Le Goff<sup>3</sup> qui expliqueront le déclin du mouvement. D'une part, la radicalisation socioéconomique isolera le militantisme d'extrême gauche de la société, jusqu'aux impasses des «établis» dans les usines, de la clandestinité et de la lutte armée. D'autre part, la revendication à l'autonomie poussée à l'extrême rendra toute dépendance à l'égard d'autrui suspecte, conduisant jusqu'au rejet de toute norme collective. Le bonheur devra se vivre dans le présent. Si bien que sa dimension désirante exacerbée minera ce militantisme de l'intérieur.

Le passage de quelques anciens de 68 de la lutte anti-autoritaire à la lutte armée, à travers la figure controversée de la guérilla urbaine a bien entraîné un «fiasco politique». La figure du «terroriste» qui en est issue est d'autant plus controversée qu'elle ne trouve pas sa place dans les représentations du militant ouvrier et paraît même être son ➤

**L'action militante qui vise la promotion collective du groupe procure aussi une position sociale aux militants eux-mêmes et devient simultanément un facteur de promotion individuelle.**



# Solidarité ou charité?

© AFP

antithèse. Il inverse le rapport de l'individu à son groupe de référence. Le «terroriste» se sacrifie entièrement pour son organisation et sa cause, mais de ce fait s'enferme et s'isole de manière telle que la violence devient l'objectif de l'action.

De ce point de vue, il n'y a pas de militantisme en dehors d'une classe, d'un groupe de référence. Les acteurs privés de structures sociales de référence ne sont plus des militants et se trouvent désignés comme terroristes. À l'opposé, l'engagement dans la guerre d'Espagne ou dans la résistance armée en 1940-45, font du combattant un militant.

## Les nouvelles militances

Les rapports entre militance et féminisme nous font entrer dans «une histoire nécessairement sexuée». Le mouvement féministe a mobilisé des militantes mais également des militants pour un changement de la place et du rôle de la femme dans la société, mais aussi pour la transformation des formes mêmes du militantisme. Le MLF posera de manière radicale, dans la foulée de Mai 68, la place respective de la lutte des sexes et de la lutte des classes dans le militantisme féminin.

Le militantisme antiraciste, tout comme les mouvements écologistes, féministes et altermondialistes sont des illustrations, parmi tant d'autres, de l'hypothèse selon laquelle le militant ouvrier demeure toujours le paradigme du militant. Le fait par exemple que des parents dits médiatisés<sup>4</sup> du «mouvement blanc» aient pu remplacer l'intellectuel engagé ou le militant syndical ne modifie guère ce diagnostic. Partant du drame individuel frappant des parents, il s'agissait en mettant en évidence «le dysfonctionnement» des grandes institutions (police, justice...), d'en faire une question politique au centre de la sphère publique.

Il en va de même de la lutte pour la contraception et l'avortement. Souvenons-nous de la période où les moyens contraceptifs ne pouvaient faire l'objet d'aucune publicité et où l'avortement était sévèrement puni par la loi. Ces questions restaient d'ailleurs en dehors de tout débat public puisqu'on les considérait comme relevant exclusivement de la vie privée, de la femme pour les esprits les plus ouverts, et des couples pour les autres.

Les organisations syndicales par exemple ont été longtemps réticentes à considérer que la contraception et l'avortement, problèmes d'ordre privé, puissent relever de leur propre sphère revendicative. Il aura fallu la lutte des travailleuses de la FN en 1966 pour l'égalité des salaires et celle de nombreuses associations et groupes notamment de «planning familial», pour que l'accès des femmes aux moyens anticonceptionnels et la dépénalisation de l'avortement, portés cette fois par l'action collective, soient pris en charge par les syndicats et partis et deviennent d'ordre public.

Il s'agissait par la lutte collective de faire en sorte que la détresse privée des femmes trouve son expression dans l'espace public à travers l'exigence d'égalité qui cimente la gauche depuis ses origines. Nous étions alors dans ce que

nous avons appelé rétrospectivement les «golden sixtes». Même si le chômage commençait déjà à augmenter, nous ne nous doutions pas encore de l'ampleur qui serait la sienne et encore moins combien sa portée sociale serait corrosive. Au contraire, nous pensions à l'époque que, pour le moins, la société était encore réformable en profondeur.

## Le retour des militants?

L'ampleur et la durée du chômage ont contribué à partir de la fin des années 70 à la détérioration des conditions de vie et de travail. En effet, l'accroissement du chômage a permis de présenter les salariés comme des privilégiés. Ceux-ci trop heureux d'occuper un emploi n'avaient guère de raison de se plaindre de leurs conditions de travail, et encore moins d'exiger de meilleurs salaires face à la détresse de ceux qui étaient précisément privés d'emploi. À l'inverse, la précarité des statuts, les mauvaises conditions de travail et la faiblesse de leur rémunération servaient à culpabiliser les chômeurs toujours suspectés d'abuser d'indemnités perçues «sans contre-partie» de manière à leur faire supporter la fragilisation de leur statut et des niveaux d'indemnisation et les amener à accepter un emploi quelles qu'en soient les conditions. En d'autres termes, pour reprendre l'expression de Christophe Dejours<sup>5</sup>, la souffrance des chômeurs a contribué à augmenter celle des salariés, alors que la souffrance des salariés alimentait à son tour celle des chômeurs.

Dans ce nouveau climat idéologique, la prépondérance du libéralisme rétrécit l'espace du militantisme qui consiste précisément à porter les détresses et souffrances individuelles au plan public comme autant de revendications collectives pour en faire des questions politiques. Son action au contraire se trouve entravée par la psychologisation de la sphère publique qui vise, à travers des formes dites de responsabilisation individuelle à renvoyer chacun à son intériorité.

Des travaux récents, à la suite de l'enquête remarquable de Stéphane Beaud et Michel Pialoux<sup>6</sup>, font état à présent de la persistance de la condition ouvrière en l'absence d'une classe ouvrière à même de s'organiser à partir de ses propres conditions d'existence. Du coup ses militants voient leurs marges de manœuvre se réduire sous le coup des restructurations et fermetures d'entreprises et évoluent dans un monde qui semble devenir insaisissable.

En même temps cependant, aussi bien dans la sphère du travail que dans de nouveaux domaines, le militantisme se renouvelle et se reconstitue. Jamais dans le passé un mouvement contre la guerre n'avait pris à travers le monde l'ampleur de l'opposition à l'invasion de l'Irak. Les forums sociaux locaux, nationaux européens et mondiaux atteignent une ampleur jusqu'ici inégalée. Si bien que le militantisme aujourd'hui paraît non seulement aussi nécessaire qu'il ne l'avait été au début de l'industrialisation, mais, avec ses extraordinaires capacités de renouvellement, il paraît toujours aussi jeune mais aussi incertain et fragile qu'à ses débuts.

Mateo Alaluf

À l'heure où une plus grande implication de la société civile est présentée comme la solution à la crise du système politique et de l'organisation de la «polis»<sup>1</sup>, Labor<sup>2</sup> édite les actes d'un colloque organisé à Bruxelles fin 2001 sur le thème des solidarités internationales et du rôle des ONG aujourd'hui.

Malgré un mélange d'articles n'ayant pas toujours la même valeur (on pense notamment à l'article, alibi de modernité n'apportant rien, consacré à Internet), l'ensemble des contributions constitue un éclairage intéressant et varié de la problématique. Si on peut regretter la désagréable habitude de la collection *La Noria* de rejeter l'ensemble des notes en fin de volume, la répartition des textes en trois parties (avant 40, après 40 et enfin aujourd'hui) permet de bien appréhender les évolutions successives.

Le livre s'ouvre sur un historique du Secours ouvrier international et du Secours rouge international. Cette contribution très documentée souligne le rôle fondamental de ces deux organisations de l'Internationale communiste. Il dénonce très justement au passage le concept de totalitarisme inventé au plus fort de la guerre froide par Annah Arendt et qui vise, en assimilant le communisme au nazisme, à disqualifier le premier et à positionner le système de la démocratie parlementaire bourgeoise comme un horizon indépassable. Cette première contribution, complétée par l'étude des mêmes organisations en France dans le deuxième article, éclaire très largement la différence fondamentale entre les organisations communistes et social-démocrates. Ces dernières sont clairement à la traîne sur les questions de solidarité internationale, ne s'y impliquent qu'avec des pieds de plomb, et sans résoudre des contradictions importantes (comme dans le cas de l'aide à l'Espagne républicaine).

Pour les années contemporaines, on retrouve cet écart dans la comparaison entre l'article sur la Ligue anti-impérialiste (LAI)<sup>3</sup> et celui sur Solidarité socialiste, lié au PS. Les deux contributions sont des présentations par des responsables de ces organisations des idées et objectifs qu'elles défendent. Ces deux articles sont d'autant plus importants qu'ils sont parmi les quatre constituant la partie «perspectives et débats actuels». Il est confondant d'y lire que Solidarité socialiste, qui s'appelait toujours à l'époque Entraide socialiste, eut comme action lors de la décolonisation du Congo l'aide aux Belges revenant au pays, c'est-à-dire l'aide aux coloniaux et non aux colonisés venant de se libérer! L'auteur démontre ensuite qu'il y eut glissement vers la forme d'ONG d'aide au développement et de solidarité Nord-Sud, notamment par la participation à la création du Centre national de coopération au développement (CNCDD). Il termine cependant par un discours creux sur les «solidarités responsables» et le «développement durable», posant des questions de forme sans aucune vraie réflexion idéologique. À l'image, oserait-on dire, du parti dont Solidarité socialiste est l'émanation. À l'inverse, Pol de Vos de la LAI apporte une contribution très actuelle et idéologique, soulevant les contradictions principales du système qui crée les déséquilibres sur lesquels les ONG humanitaires et de développement s'agitent: «Les miettes que les riches laissent tomber de la table

ne changent rien au système de la concentration croissante de la richesse et à la globalisation de la pauvreté. Si nous voulons bannir la pauvreté, nous devons d'abord nous en prendre aux causes de la richesse insolente»<sup>4</sup>. Il remet ainsi fondamentalement en cause les différentes solutions «éthiques» (compte d'épargne, commerce équitable...) que les multinationales utilisent pour se donner un vernis humanitaire et présentable.

Si le contenu du texte sur la LAI est sans surprise, l'intervention d'Éric Dachy (médecin MSF) qui clôture le livre est plus surprenante et pose de très pertinentes questions. Un des problèmes mis en évidence est celui du délestage par le politique de ses responsabilités sur des ONG de plus en plus instrumentalisées, et pas toujours «à l'insu de leur plein gré». «Il est plus facile pour les gouvernements européens et américains de soutenir et de financer des projets de prévention de conflit ou de *peace-building* que de s'attaquer aux causes de certains conflits, comme le potentiel économique lié aux ressources ou que de soutenir la mise en place de régimes démocratiques»<sup>5</sup>, écrit Dachy. La bonne image diffusée dans les médias et qui fait la popularité dans le public des organisations humanitaires de toutes sortes n'est ainsi peut-être pas due au hasard.

«Cet ouvrage aligne une série d'exemples qui ont eu, bien davantage qu'aujourd'hui, le mérite d'être clairement politiques, de viser effectivement la solidarité et non la charité, et d'être sans conteste internationalistes»<sup>6</sup>, remarquent José Gotovitch et Anne Morelli dans leur introduction. Notre lecture de l'ouvrage nous fait dire au contraire qu'aujourd'hui, comme hier, des personnes et des groupes luttent avec cohérence. C'est ce que montrent les articles de Pol de Vos et d'Éric Dachy en comparaison avec les descriptions de l'action des groupes sociaux-démocrates. Et il n'est pas sûr que l'avenir soit dans le renouvellement du vocabulaire et l'abandon des termes comme «impérialisme», «lutte des classes»... au nom du politiquement (et médiatiquement) correct, comme le suggère l'introduction. Au contraire, par le retour aux sources via des études comme le premier article, la refondation de grands mouvements de solidarité s'appuyant sur le potentiel issu des récentes mobilisations altermondialistes et pacifistes, et utilisant intelligemment les nouveaux moyens de communication est à l'ordre du jour, mais ne pourra se concrétiser et être efficace qu'en se positionnant idéologiquement sans ambiguïté.

Julien Dohet

La refondation des grands mouvements de solidarité ne pourra se concrétiser qu'en se positionnant sans ambiguïté (Larzac, 2003).

<sup>1</sup> Au sens large et étymologique du grec ancien: «qui a traité à la vie collective dans un groupe d'hommes organisé».

<sup>2</sup> Les solidarités internationales. Histoire et perspectives, coll. La Noria, Bruxelles, Labor, 2003, 282p., 18 €.

<sup>3</sup> Organisation dépendant du PTB.

<sup>4</sup> p.217.

<sup>5</sup> p.241.

<sup>6</sup> p.8.



# Construire une histoire avec les autres

## Une interview de Philippe Laurent, président de la Plateforme francophone du volontariat

Aider, agir... ils sont 1,5 million de personnes aujourd’hui en Belgique –soit 17% de la population!– à s’engager dans une action bénévole. Disponibles, engagées mais peu reconnues. Si les motivations sont très différentes, le résultat est pourtant le même: sans elles, *«cela marcherait forcément moins bien»*. De plus en plus nombreux, avec une grande diversité de champs d’intervention dans la plupart des secteurs, ils sont aussi de plus en plus «professionnels» même s’ils jouent dans les marges. Il n’empêche que cette tendance qui s’inscrit pleinement dans la montée de la société civile, reste encore une nébuleuse. Que représente cette richesse inestimable que constitue le don de soi, en terme d’emploi, de temps, de gestion, d’argent, à quels besoins gigantesques tente-t-elle d’apporter une réponse? Autant de questions auxquelles s’est attelée la Plateforme francophone du volontariat, présidée par Philippe Laurent.

Le nombre d’associations actives ne cessent de croître, tant sur le plan national qu’international tandis que les bonnes volontés se sont de plus en plus et de mieux en mieux structurées pour faire face aux besoins de la société. Mais qui sont les bénévoles, de quel bois sont-ils faits, quel est le moteur de leur action –sept heures par semaine en moyenne!– au service de cette société civile apparue dans les années quatre-vingt? Philippe Laurent: La Plateforme francophone du volontariat existe depuis un an mais l’association a vu le jour il y

a environ un quart de siècle. Fin 2002 –l’année du volontariat–, était créé le Conseil supérieur des volontaires, destiné à éclairer l’État sur toutes les matières concernant le volontariat. La plateforme se définit quant à elle suivant différentes actions: fédérer, représenter auprès des pouvoirs publics, promouvoir, former, mieux connaître le volontariat. Elle désigne aussi les représentants francophones au Conseil supérieur. L’activité régulière de volontariat –si on n’en connaît pas complètement le phénomène– est en augmentation globale. Les écoles de devoir, les clubs pour jeunes en difficulté, le transport de personnes malades ou handicapées, par exemple, se développent sans cesse. Le profil social des bénévoles a aussi changé. Une étude faite en France-mais elle peut être extrapolée à la Belgique, a permis de constater que le volontariat s’ouvre aux jeunes et aux ouvriers, catégories encore absentes il y a peu. Le volontariat est devenu pansocial.

### Temps libéré, temps partagé

Comment explique-t-on ces différentes évolutions? Un double phénomène explique cette montée du volontariat. Le premier, c’est l’allongement du temps de vie, qui est un phénomène considérable et planétaire, même en Afrique où l’espérance de vie a augmenté de vingt ans en

un demi-siècle. Dans nos pays, on a évidemment une longueur d’avance. L’autre phénomène, c’est la diminution du temps de travail. Le temps libéré est aussi un temps partagé. Aujourd’hui, on peut dire que la vie est devenue plus large que le travail. Cela touche à la condition humaine même s’il y a de grandes disparités. Autre phénomène, c’est le rapport à l’individualisme. On ne cesse de dire que nous sommes à l’ère de l’individualisme, au repli sur soi. Mais alors comment expliquer qu’on n’a jamais eu autant d’associations, autant de volontariat? Il suffit d’ouvrir un agenda culturel pour voir la masse considérable d’associations qui organisent des activités. Le bénévolat, le militantisme lié à la politique, aux syndicats, a diminué mais ce sont d’autres formes qui ont émergé. Dans les faits, ce qui a également émergé, c’est la quête de sens: on est le pilote de sa vie et cela nous vient du XVIII<sup>e</sup> siècle. C’est la prise de conscience que, pour avoir une vie authentique, riche, il faut construire une histoire avec les autres. Et cela ne se réduit pas à l’argent, il faut le faire par rapport à des questions importantes: la politique, la spiritualité, le social, les grands enjeux... Dans une société de plus en plus instrumentalisée tant par le marché que par le politique, les citoyens recherchent des engagements. Ils recherchent des choses peu tapageuses. J’ai souvent utilisé le mot de «musaraigne»: il y en a des milliers dans les champs que l’on ne voit pas, que l’on n’entend pas. Cet animal a ce côté timide, discret qu’ont les volontaires.

Cette histoire qu’on construit avec les autres comporte donc sa part d’égoïsme?

Cette histoire avec les autres, c’est aussi une histoire avec soi-même. Il s’agit d’un rapport de soi à soi, sur fond d’estime de soi. Soi et les autres, c’est lié. On gagne sa dignité à s’occuper de celle des autres. L’homme est bien un animal social.

Comment se définissent les bénévoles?

Les chiffres sont unanimes: hommes et femmes se partagent équitablement la tâche. Deux pôles se dégagent: les jeunes de 18 à 24 ans et les 35-54 ans, l’âge où se posent des questions de réalisation personnelle. Il est à noter également que plus les personnes sont scolarisées, plus elles s’engagent. Le volontariat n’est pas proportionnel au temps disponible, les bénévoles sont des actifs. Quant aux chômeurs, ils sont paradoxalement assez rares, souvent en raison de difficultés administratives. Le statut de volontaire est inscrit dans la Déclaration gouvernementale. Il ne s’agit pas seulement d’un statut technique, comme le défraiement par exemple; il faut qu’il y ait un élément sur l’utilité sociale et publique du volontariat.

### La fin d’un mythe

Comment le bénévolat ou le volontariat sont-ils considérés par rapport à l’emploi?

On entretient de bons contacts avec les syndicats, notamment ceux du non-marchand, comme le Setca et la CNE. On n’est plus dans la problématique du volontariat qui mange l’emploi. Le volontariat en Belgique correspond à 150 000 emplois équivalents temps plein. On observe qu’une association est créée par quelques personnes, volontaires, qui engagent des permanents. Il s’agit donc de création d’emplois. En économie sociale, il y a aussi 150 000 emplois dont la majorité bénéficie de larges subventions. Les syndicats évoluent malgré tout. Le gros enjeu qui se profile ici, c’est l’aménagement des temps de vie. Je suis assez bien les thèses de Rifkin et de Gortz: on n’aura plus le plein emploi dans nos sociétés. Les machines sont de plus en plus performantes, le rendement aug-

mente... Les syndicats travaillent beaucoup dans ce domaine. Il faudra favoriser les possibilités de travail volontaire. Si tout devient terriblement mécanisé, si on travaille devant une machine ou un ordinateur toute la journée, sans contact véritable avec les autres, il faudra bien se «réaliser» autrement. Se réaliser, c’est avec les autres. C’est s’investir dans quelque chose. C’est souvent le sport. Il n’y a pas qu’Anderlecht, il y a des milliers de petits clubs de foot où nombreux sont ceux qui s’impliquent. Il faut voir le volontariat comme un phénomène populaire, pansocial et non pas élitiste. Il s’est complètement démocratisé. Le mythe du travail où on se réalise, la fierté sur laquelle s’est fort appuyé le marxisme, cela n’existe plus. Il faut donc trouver d’autres choses. Le bénévolat n’est pas anecdotique, il révèle les changements de la société, les aspirations à une «autre vie». Cela ne touche pas seulement les démocraties occidentales, on retrouve cela partout: le phénomène de société civile embrasse la planète. L’enjeu ici est de passer au stade conscient du phénomène. On est sorti de la naïveté.

Il y en a d’autres?

Un des grands enjeux, c’est la formation des volontaires. L’AWIPH, une association wallonne d’aide aux handicapés, a par exemple un budget de 400 millions d’euros mis en œuvre par environ 500 institutions qui vont rendre des services aux personnes handicapées, des entreprises de services adaptés, des centres d’accueil etc. Ce sont, à chaque fois, des asbl dirigées par des conseils d’administration non rémunérés, ce qui signifie qu’une partie énorme des services sociaux au sens large est gérée par quelques dizaines de milliers de bénévoles d’un autre type, qui prennent des responsabilités de gestion, d’administration. L’État considère aujourd’hui cet interface comme naturel. Ces conseils d’administration sont des «rotules». Mais il y a aujourd’hui en Belgique un essoufflement en raison des charges administratives, des récoltes de fonds... Ces «rotules» sont en train de souffrir. On a parfois de grosses difficultés dans certaines associations où les conseils d’administration ne connaissent pas suffisamment le droit social, la comptabilité ou la gestion. Ce que nous demandons, c’est qu’on reconnaisse ces personnes et qu’on leur offre des formations, ce qui coûtera quelques centaines de milliers d’euros. Ça, ce sont les combats à mener. La plateforme peut être le lieu pour donner une efficacité à ces revendications, qui ne sont pas égoïstes. Cela ne peut que renforcer la tonicité de la société.

Un autre enjeu aujourd’hui est le pacte associatif, proposé par plusieurs partis. Nous trouvons que c’est une bonne chose. C’est un dialogue qui s’ouvre entre l’État et le secteur associatif et qui vise à définir les droits, les devoirs de chacun, les articulations, notamment en matière de subsidiation.

Comment se présente aujourd’hui le monde associatif?

Le monde associatif belge est très pilarisé, sous contrôle, avec des nominations politiques... Il s’agit d’émanciper des pans entiers du monde social en Belgique par rapport au politique. Cette «colonisation» politique est du ressort de l’immaturité. L’associatif doit créer ses espaces propres. La société civile doit réinvestir les places qui lui sont réservées pour autant que le politique ouvre la cage de l’associatif. Le système belge est anesthésiant pour l’engagement. Dans d’autres pays, c’est souvent très différent. Si l’Autriche et l’Allemagne sont très proches de la Belgique, en France et aux Pays-Bas, la vie citoyenne est bien plus importante. Mais on note malgré tout une évolution des partis, notamment chez les chrétiens. ■

Propos recueillis par Michèle Michiels

# Le bénévolat: pour un débat politique

Pour les personnes qui pratiquent le bénévolat, cette démarche participe souvent d'une évidence. Il faut agir! Cette action leur semble indispensable pour corriger certaines carences ou défauts de la société.

Mais les mots utilisés pour expliquer les motifs de cet élan qui pousse l'individu à intervenir concrètement et sans bénéfices visibles directs sont multiples. Certains veulent «aider des personnes», «faire la charité», créer des liens», d'autres souhaitent «être impliqués»; «militer», d'autres veulent «donner de leur temps», ou encore (et cette liste pourrait être beaucoup plus longue) «susciter des initiatives là où il ne s'en prend pas». Cette diversité des inten-

der sous plusieurs angles. On soulignera d'abord la gratuité du geste immédiat et la force de la motivation qui le porte. Rien de bien nouveau, en somme: le monde a toujours changé grâce à des individus et à des groupes motivés et capables de se dépenser au-delà même de ce que leurs gestes ponctuels pouvaient leur rapporter.

Alors que le «travail gratuit» des femmes, dans les ménages, n'a suscité aucun intérêt pendant des siècles, les services informels qui se rendent dans les familles, les petites collectivités locales et les clans font actuellement l'objet de beaucoup d'attention. N'est-ce pas paradoxal?

## La récupération: un phénomène inévitable?

Nous sommes dans une société où les sphères des activités «marchandisées» s'étendent. Mais, en même temps, nous voyons couramment que des comportements gratuits, bénévoles ou militants peuvent être «piégés» par la réalité ambiante pour être subvertis par rapport aux intentions qui les portaient et devenir auxiliaires de cette extension marchande.

Ainsi, dans les années septante, les initiateurs de «radios libres», bénévoles de la liberté d'expression, apparue dans des créneaux techniques nouveaux, ont pu tout à coup devenir des gestionnaires du patrimoine «audio» au moment où se prenait une loi qui octroyait des longueurs d'onde à des stations existantes.

À un certain moment de leur lutte, des militants écologistes antinucléaires ont pu se rendre compte qu'ils devenaient les complices involontaires des stratégies de groupes pétroliers et gaziers.

Des exécutants bénévoles qui participaient à l'organisation locale d'événements liés aux Jeux olympiques ont réalisé, au vu des émoluments des dirigeants, qu'ils contribuaient, sans le savoir, à la marchandisation de la pratique olympique internationale.

Des militants tiers-mondistes qui se battaient pour une augmentation de l'aide alimentaire ont pris conscience que cet apport gratuit pesait sur les prix et que les paysans du Sud qui pouvaient produire plus ne le faisaient pas à cause de cette intervention extérieure.

De plus, les volontaires tiers-mondistes qui analysent les réalités diverses de la mondialisation comprennent que les aides apportées par les pays riches correspondent de façon très homogène aux besoins d'organisation mondiale de ces pays dominants, dans ce qu'ils appellent la «gouvernance» mondiale.

Des militants environnementalistes qui se battaient pour rendre les villes plus vivables ont dû intégrer dans leur stratégie le fait que des spéculateurs immobiliers pou-

vaient «surfer» sur leurs comportements pour valoriser le patrimoine urbain.

## Il y a gratuit et gratuit

La gratuité peut avoir un lien réel, aux impacts sonnants et trébuchants, avec les choses

s'élabore sur des outils à utilisation simultanée mondiale.

Toutes les formes d'actions bénévoles ne portent pas sur des réalités aussi larges et sophistiquées. Si nous nous penchons sur des exemples plus locaux, dans les secteurs sociaux sanitaires notamment, où se développe massivement un bénévolat de services directs aux personnes, on peut apercevoir des faits récurrents qui méritent réflexion:

- Les bénévolats de gestion et de direction sont avant tout masculins, alors que les bénévolats concrets d'exécution de services et de soutien aux personnes sont très majoritairement féminins.

- Ces volontariats croisent sans cesse un salariat d'exécution quasi exclusivement féminin, caractérisé par une flexibilité très poussée du travail, un nombre élevé de temps partiels et des revenus unitaires moyens insuffisants pour vivre.

- Ces salariées sont encadrées par des spécialistes en médecine, des hommes le plus souvent, à revenus élevés.

Des juxtapositions de ce type appellent une réflexion éthique et politique au risque de devoir avouer ultérieurement que le regard unilatéralement braqué vers la personne du malade a négligé l'appareil institutionnel qui s'est développé autour de lui.

## Un concept qui peut être instrumentalisé

Les actions volontaires gratuites ont de tous temps contribué puissamment à l'émergence de progrès divers dans l'humanité. Ce qu'on nomme «volontariat» n'a rien de nouveau, même si l'appellation se présente comme moderne et veut s'affranchir de la charge caritative qui accompagnait le mot «bénévole». Quant à la société, elle a des vues contradictoires sur l'instrumentalisation de ce concept. À nous dès lors de savoir ce que nous voulons en faire.

Pour cela, il faut en discuter, non seulement entre volontaires, mais aussi avec les professionnels et les institutions du secteur dans lequel on agit gratuitement. Face à des opinions et des intérêts divers, le projet même d'intervention gratuite fera l'objet d'un approfondissement. Une discussion ouverte permettrait parfois de remettre en question la conviction première et profonde que le geste posé relève d'une analyse fine et d'un acte concret.

Nos sociétés cherchent comment nouer des liens interpersonnels autres que contractuels et à dérive marchande, une démarche qui est sans doute au cœur des multiples engagements volontaires. La recherche de leur signification éthique et politique et la réflexion sur leur inscription sociale concrète peuvent contribuer à garantir le haut niveau d'exigence déclaré. ■

Albert Carton

Les actions volontaires gratuites ont de tous temps contribué puissamment à l'émergence de progrès divers dans l'humanité.

... ne cessent de se développer.

coûtantes. Tout dépend de l'amplitude du regard que l'on pose! Ceci s'aperçoit clairement dans les luttes que mènent actuellement des secteurs entiers des industries et services informatiques par rapport aux modes de coopération gratuits qui se sont mis en place avec l'internet pour constituer des logiciels et sites non-payants, «libres» ou *free*, comme on dit en anglais.

Dans ce domaine, les formes de la gratuité sont multiples. Des portails offrent un accès libre parce que la publicité qu'ils distribuent à leurs clients permet de payer les frais de ces services. Par contre, la coopération décentralisée du travail volontaire de personnes travaillant en réseau, qui aboutit à l'élaboration de langages ou de logiciels provenant de milliers de recherches et améliorations apportées gratuitement, est d'une autre teneur. La gratuité résulte ici d'un foisonnement innovant et actif, mais soumis volontairement à des protocoles de coopération, pour faire face aux stratégies financières de groupes qui veulent organiser la rareté pour renforcer positions dominantes et monopoles.

Cette stratégie tâtonnante de l'action volontaire, qui procède par essais et erreurs, s'applique ici à des perfectionnements techniques, mais stratégiquement ciblés, et

Cet article est extrait de «Les pièges du bénévolat», in *Vivant univers*, mars-avril 2002, pp. 40-42. Le titre en a été modifié.

Albert Carton est syndicaliste, secrétaire national de la Centrale nationale des employés (CNE).



# Un militantisme laïque?

La laïcité est le résultat d’un processus de conquête. Mais la visibilité du mouvement reste insuffisante. Par manque de combattants?

La laïcité en tant que conception du monde (libre pensée, rationalisme, agnosticisme, athéisme, humanisme non confessionnel) est à l’évidence le résultat d’un processus de conquête. Quant à son versant politique (séparation des Églises et de l’État, exigence de neutralité, d’impartialité de celui-ci vis-à-vis des diverses religions et philosophies) il l’est tout autant: le combat laïque plonge des racines très lointaines, très profondes dans l’Histoire, il a nécessité des courages et des sacrifices militants de tous ordres, des tactiques et des stratégies d’affrontements ou de contournements face à l’oppression cléricale. Henri Pena-Ruiz écrit: *«L’inquisition, la Saint-Barthélémy, les conversions forcées, la mise en tutelle de la démarche scientifique et la condamnation de la réflexion critique, la persécution des libres-penseurs sont des faits qui ont jalonné l’histoire de France et du monde»*<sup>1</sup>. Ainsi face aux diverses figures de l’oppression cléricale se sont donc constituées, ouvertes, radicales ou plus discrètes, voire masquées, les diverses figures de la résistance laïque. Pour ne remonter que jusqu’à eux, citons le courant libertain mais aussi, parce qu’ils en étaient, La Fontaine et Molière (comment oublier son combat exemplaire contre la «cabale des dévots»?), mais aussi Pierre Bayle, Spinoza, Fontenelle, le mouvement des Lumières et, bien sûr, Voltaire: *Écrasons l’Infâme* est bien un mot d’ordre militant!

### Agitation militante et anticléricalisme

1789 et la mise en place au siècle suivant des régimes bourgeois allaient, dans une certaine mesure, mais non sans mal, non sans combats opiniâtres, permettre à la pensée libre antidogmatique, entre autres scientifique, rationalistes «positiviste», de prendre son essor et aux revendications laïques de s’exprimer (la séparation des Églises et de l’État, l’enseignement laïque gratuit et obligatoire, etc.). Autant d’exigences qui devaient susciter l’éclosion des associations de libre pensée bourgeoises et ouvrières (le jeune socialisme, tout comme les libertaires, voyaient avec raison l’Église comme l’un des plus solides suppôts du capitalisme), mais aussi l’évolution des loges maçonniques vers l’agnosticisme et l’anticléricalisme, la constitution des partis libéraux et socialistes, des Ligues de l’Enseignement de Belgique et de France. En dépit de tensions parfois très vives entre ces associations et partis (inévitables, en l’occurrence entre révolutionnaires et réformistes, entre marxistes et proudhonniens, entre rouges, bleus et noirs!), l’anticléricalisme déterminé et radical (ne serait-ce que pour organiser et exiger des enterrements civils dans la dignité) les réunissait. Le cri de guerre: *«À bas la calotte!»* est né à cette époque et une relecture attentive de notre *Semeur* en dit long sur l’évo-

lution idéologique d’une Université libre de Bruxelles qui passait de la liberté académique au libre examen (inscrit en tant que principe dans ses statuts à partir de 1894), mais qui n’avait pu éviter la scission de gauche de l’«université nouvelle».

Ce que l’auteur de ces lignes a appelé, par ailleurs, les «longues marches» du cours de morale non confessionnelle et de la neutralité positive<sup>2</sup> montrent à elles seules quel fut (et est toujours) le poids matériel et symbolique de l’Église et de son «pilier», la constance et la logique de leur contrôle social, l’intelligence et la souplesse de leurs exigences et de leurs revendications.

### Réalisme politique et laïcité

Si ce qui précède montre que la laïcité est un combat matériel et idéologique qui implique à tout le moins l’attitude militante, que rien d’essentiel –jamais– ne fut acquis d’emblée, ce qui va suivre révélera les inévitables tensions entre les associations de libre pensée et en leur sein (gauche radicale, libertaire, stalinienne, trotskiste, libérale, social-démocrate, francs-maçons et libres penseurs ouvriers), mais aussi vis-à-vis de leurs relais politiques: les partis libéral et ouvrier (socialiste) divisés le plus souvent sur la question sociale, mais aussi tentés l’un et l’autre par la conquête électorale du monde catholique, veillant donc à atténuer parfois sensiblement leur anticléricalisme. Quelques faits parmi d’autres, significatifs.

En 1912, le POB se sépare de la libre pensée.

En 1920, la Fédération nationale des sociétés de libre pensée dépose auprès des groupes parlementaires amis son cahier de revendications: légalisation de l’incinération et du testament philosophique, laïcisation de l’armée, de la bienfaisance et du secteur hospitalier, abrogation du serment religieux en justice et autres, suppression de l’article 117 de la Constitution, etc.

En 1922, Émile Vandervelde promoteur du mot d’ordre *«religion, affaire privée»*, démissionne de la Libre pensée bruxelloise.

De 1911 à 1937, la Fédération nationale perdit plus de la moitié de ses sections et plus de 65% de ses membres. Il n’en demeura pas moins, comme l’écrit Jeffrey Tyssens<sup>3</sup> que le mouvement se maintint comme structure et trouva, bien que difficilement, un élan nouveau. Il ne constitua point un groupe de nostalgiques aliénés au monde, bien au contraire. Il s’engagea activement dans les problèmes de son temps, souvent de délicats problèmes, dans lesquels il conserva finalement toujours son sens critique et son intégrité.

### Des sociétés de libre pensée au CAL

J’ai déjà proposé<sup>2</sup> cette hypothèse de travail, qui me paraît éclairante, que le Pacte scolaire et la loi qui en résulte (29 mai 1959) mirent fin à la deuxième grande guerre scolaire (une autre effervescence militante qui prouva la redoutable capacité mobilisatrice du «pilier» catholique –marche sur Bruxelles!–), mais aussi celle tout aussi combative de la gauche laïque (Collard, tiens bon!) et de l’ULB se trouva au point de départ d’une refondation du mouvement laïque autour et à partir du cours de morale non confessionnelle dont l’organisation devenait obligatoire dans tous les réseaux officiels en tant que cours à option, au sein des «cours philosophiques». Certes je n’oublie pas que le Pacte fut considéré comme une défaite historique par deux associations laïques, et non des moindres: la CGSP-Enseignement et la Ligue.

Et leur hostilité à ce «compromis» s’est maintenue jusqu’à nos jours: la prise en charge par l’État des traitements, indemnités, pensions, frais de fonctionnement, d’équipements, etc. de l’enseignement privé catholique, était pour nos amis, indéfendable. Et ils avaient raison: le «réalisme» que je signalais plus haut était passé par là... et n’allait plus cesser de se manifester. Les accords récents dit du Lambermont et de la Saint-Polycarpe en sont la dernière manifestation.

À la suite de cette défaite, deux attitudes, en gros, étaient possibles. Soit celle du repli hautain, amer, nostalgique (il existe), soit celle de la valorisation du cours de morale non confessionnelle dont l’organisation devenait obligatoire jusque dans les plus solides bastions catholiques (organisant un faux enseignement officiel...). C’est le parti que prirent un certain nombre de laïques (le rôle pionnier de fractions importantes de la franc-maçonnerie «libérale» est ici indéniable). Se reconstruisit donc à la périphérie des établissements officiels, et en appui «logistique» au nouveau cours de morale, une nouvelle mouvance laïque organisée, porteuse de ses propres valeurs et principes, voire de ses revendications, se lançant dans l’aventure des services à la communauté non confessionnelle, de l’«assistance morale», la preuve ayant été fournie du non-fonctionnement des «relais politiques» (sans pour autant que d’éminentes personnalités libérales ou socialistes ne gardent avec nous des relations et fraternelles et utiles...).

Quelques faits à l’appui de notre «hypothèse»: La Pensée et les Hommes (1961), la Famille heureuse (1962), les Fêtes de la jeunesse laïque (1964), la Fondation pour l’Assistance morale aux détenus (1964), la Fédération des Amis de la Morale laïque (1969), le Centre d’Action laïque, la même année. Les vieilles associations de libre pensée d’inspiration «ouvrière» ou «bourgeoise» venaient de trouver une relève.

### Militantisme laïque

Ce processus militant ascendant, parce qu’inventif, créatif me paraît inséparable de la consolidation, de la structuration de notre mouvance, de sa plus grande visibilité, qui devait aboutir à ces avancées que sont la reconnaissance de la laïcité (de «l’assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle», désormais à charge de l’État, en 1994, le «bétonnage» (du moins selon certains) du cours de morale non confessionnelle (et des autres cours «philosophiques» dans la Constitution révisée de 1988, ou bien encore le décret du 31 mars 1994 de la Communauté française sur la neutralité positive.

Sommes-nous encore dans ce processus ascendant? La question mériterait un examen sérieux pour peu que l’on prenne en compte cette relève «jeune» qui se fait attendre, ces comités naguère nombreux, parfois aujourd’hui squelettiques, ces «sensibilités» très –trop– différentes jusqu’à la contradiction (ne prenons que l’exemple de la controverse consternante sur le port du voile islamique et de l’ensemble des signes extérieurs ostentatoires d’appartenance, ou bien encore celle sur l’avenir des «cours philosophiques»), bref de notre incapacité à nous doter d’une structure permettant effectivement à l’ensemble des associations constitutives du CAL de répondre ponctuellement d’une seule voix, de notre déficiente visibilité vis-à-vis de l’opinion, de notre manque d’esprit de suite après nos «conventions», de notre quasi-silence face à la déliquescence de l’enseignement public, conquête laïque s’il en est<sup>4</sup>.

N’étant pas sociologue, ni politologue, je ne puis qu’effleurer le problème de cette baisse significative du niveau

### Conseillers laïques

## Les limites du bénévolat

Conseiller laïque, voilà un beau métier! Aider les gens en détresse morale, aller les voir à l’hôpital, assurer une présence auprès des personnes isolées dans les homes, célébrer une cérémonie de funérailles, soutenir la famille en deuil ou partager la joie d’une naissance. Quel beau métier en effet, songe Lucien, qui en rêve depuis longtemps. Mais comment faire? Curieusement, ce métier n’en est pas un. Cette mission, à haute valeur humaine ajoutée, est aujourd’hui réservée aux seuls bénévoles!

Choquant? Certainement pour Lucien, Maité ou Isabelle, qui souhaiteraient en faire une profession à part entière. Certainement aussi pour Gaston, qui attend seul dans son home la visite d’un hypothétique conseiller laïque «bénévole». Comment leur expliquer que le Service laïque d’aide aux personnes (SLP), qui jouit d’une forme de monopole en la matière, repose essentiellement sur le bon vouloir, la patience et le temps libre de quelques dizaines de bénévoles, souvent des retraités. Leur travail ici n’est pas remis en cause et leur dévouement n’est aucunement critiqué.

Pourtant, est-il trop difficile de reconnaître que ces bénévoles, peu nombreux, sont parfois débordés, que leurs visites à l’hôpital n’ont rien de systématique, que certaines maisons de repos ne sont jamais fréquentées? Est-il permis de dire que ce système est devenu trop fragile pour garantir une présence régulière aux côtés de ceux, toujours plus nombreux, qui souhaitent trouver une écoute et un soutien à des moments-clés de leur existence? Est-il si compliqué pour la laïcité organisée d’admettre que ce mode de fonctionnement n’est plus adapté aux réalités de notre époque?

Dans une société en mutation, alors que la laïcité n’est plus nécessairement vécue comme un engagement militant mais apparaît comme une simple évidence pour des milliers de gens, il serait peut-être temps de regarder la réalité en face et de songer à faire évoluer cette situation. ■

M. A.

militant de notre mouvance organisée, même si j’y vois une très préoccupante mutation culturelle, sur fond d’une interminable crise sociale: délitement de l’État et de son espace public, scepticisme à l’égard du «politique», repli sur la sphère privée, engagements strictement ponctuels, voire corporatistes, hésitation devant le bénévolat (le temps a une valeur d’usage).

Pour conclure, je suggérerais quelques pistes de réflexion et d’action, face aux défis colossaux du temps présent. Renforcer –compte tenu des leçons de l’Histoire– au plan théorique, l’idée laïque. Une laïcité plurielle, c’est bien –et c’est un fait– mais la cacophonie, elle, est consternante.

Comment faire de notre mouvance un mouvement visible? Ah quelle fierté, quelle émotion, lors des obsèques symboliques de Semira Adamu, à l’audition du discours du président Philippe Grollet, en pleine cathédrale de Bruxelles!

«Bien!» me disait un laïque isolé, au cours d’une manifestation contre la guerre anglo-américaine faite à l’Irak, désignant le drapeau laïque de ma section AML, absolument solitaire, et d’ajouter: *«Il faut, de temps en temps, l’aérer celui-là!»*. ■

Roger Thirion

<sup>1</sup> Henri Pena-Ruiz, *La laïcité*, éd. Dominos-Flammarion, 1998.

<sup>2</sup> In *Morale Laïque*, 3<sup>e</sup> trimestre 1999 et Centre Pierre Bayle.

<sup>3</sup> In *1789-1989, 200 ans de libre pensée en Belgique*, CAL Charleroi.

<sup>4</sup> Voir aussi mon article dans *Morale Laïque* n°117 de décembre 1997.

Roger Thirion est administrateur de la FAML et membre du comité de rédaction de *Morale laïque*.



## Itinéraire d'une militante

# De la résistance à la persévérance

Avec son regard clair d'adolescente, à quatre-vingts ans, Maud Duchateau-Maillet continue à croire que le monde pourrait être meilleur et qu'il faut se battre pour qu'il le soit. Militante, elle l'est devenue sans le vouloir, elle l'est restée sans le savoir. De la nécessité de se battre pour rétablir la paix à l'évidence de se dresser contre toute injustice, elle a mis sa foi dans l'humain.

### Hasard et nécessité

Mobilisée par hasard, à l'heure du Front populaire, elle commence par récolter des vivres pour les enfants espagnols réfugiés. Née en Rhénanie occupée, d'une mère allemande et d'un père sous-officier de l'armée belge, dans une famille laïque et profondément antifasciste, elle va rapidement apprendre à ne pas croire tout ce qu'on dit. Maud Maillet a treize ans quand elle prend conscience de l'existence de situations inacceptables. Révolte d'adolescente devant l'injustice, elle se construit une culture politique au gré de ses lectures et de ses rencontres.

Quand la guerre éclate, à Ottignies, important nœud ferroviaire, les cheminots s'organisent, les intellectuels se mobilisent, et Maud naturellement est présente. Elle quitte l'athénée, bien décidée à poursuivre des études scientifiques à l'université. Mais quand l'ULB ferme pour ne pas passer sous contrôle de l'occupant, les cours vont se donner dans la clandestinité et les examens se dérouler au domicile privé de quelques professeurs courageux. Avec les étudiants marxistes et les étudiants socialistes, elle apprend la dialectique et le travail d'équipe. Elle distribue des tracts en prenant des risques inconsidérés. Elle acquiert une incroyable mémoire des noms et des visages, l'habitude des papiers griffonnés, la ténacité, le courage de surmonter les épreuves et l'énergie de convaincre.

Pour le Front de l'indépendance, qui récolte aussi des timbres et des fonds, elle devient une messagère précieuse. Avec ses tresses et son allure de sage écolière, elle passe à travers les contrôles des billets cachés dans des boîtes de poudre à récurer. Elle découvre l'importance d'un réseau, la force de pouvoir compter sur l'autre, la nécessité de faire confiance. De cette période de la Résistance, elle garde cette manière incomparable de vous transmettre une invitation à une réunion en lui accordant l'importance d'un message codé. Elle apprendra surtout la solidarité, et qu'il y a toujours moyen d'aider quelqu'un. Tel sera le sens de son action, celui qu'elle va donner à sa vie.

### Utopie et réalisme

À la fin de la guerre, elle travaille dans un laboratoire pharmaceutique où elle impose rapidement la création d'une délégation syndicale dont elle prendra la tête. Dans ce combat syndical, qui l'empêchera d'ailleurs d'accéder à la promotion qu'elle méritait, elle découvrira la nécessité de défendre la cause des femmes dont les salaires sont systématiquement moins élevés. À force d'adresse, de ruse et de patience, elle obtient un salaire égal ... pendant quelques mois seulement, puisque aussitôt les hommes obtiennent une nouvelle augmentation! Durant trente ans, elle négocie ainsi pour diminuer le nombre d'heures de travail, pour améliorer les conditions de travail des ouvrières; pour que les mères appelées à la crèche lorsqu'un enfant est malade ne soient pas pénalisées... Une lutte incessante, une vigilance de tous les instants.

Dans sa commune, elle poursuit son engagement au quotidien, avec une générosité sans faille. Durant la Résistance, elle a rencontré celui qui allait devenir son mari, Augustin Duchateau, élu communiste à Ottignies et échevin pendant douze ans. Toujours à ses côtés, elle s'intéresse à la vie des gens, à des cas particuliers qui méritent d'être aidés. Elle s'implique dans des associations laïques, féministes, écologistes avant l'heure. Quand son mari jettera l'éponge, elle prendra la relève, et deviendra conseillère communale pendant vingt-quatre ans. Si elle fut une des dernières élues communistes et reste une militante politique très active, elle porte aussi un regard critique sur les erreurs du passé. Elle reconnaît qu'elle aurait parfois dû agir autrement, mais son utopie reste inchangée: rendre le monde plus juste et préserver la paix.

Courbée par les ans, pressée par le temps, un foulard palestinien en guise d'écharpe, Maud est repartie à l'une de ces réunions où elle posera, d'une voix douce et déterminée, la bonne question au bon moment. D'une remarque pertinente, elle relancera le débat, parce qu'il ne faut jamais s'avouer vaincu, parce qu'il y a toujours un défi à relever, un combat à mener. Ici, cette dame en détresse qui cherche à se reloger avec ses deux enfants; là, un rassemblement contre la prolifération des OGM. Elle se révolte contre la trop grande importance que l'argent prend dans notre vie et défend systématiquement la cause des pays en développement. Chaque année, elle organise à la veille du 1<sup>er</sup> mai une soirée qui rassemble plusieurs centaines de sympathisants brabançons pour évoquer ensemble les questions sensibles qui font l'actualité. Et parfaitement lucide, en mémoire de son mari, elle a récemment fondé le Cercle humaniste Augustin Duchateau (CHAD) pour que les livres et les documents historiques ne soient pas perdus, pour que le souvenir de leurs engagements laïques et politiques perdure. ■

M. A.

# La fièvre des autonomistes

Le référendum manqué sur le statut institutionnel de la Corse n'est qu'un épisode de la vague régionaliste qui balaie l'Europe. Il y avait l'État-nation. Voici venir la région-nation.

L'anecdote ne manque pas de sel. En 1998 étaient exposées au Musée de Guernica une série de photos de villes martyres, amas de briques noircies et de bois calciné sur fond d'apocalypse. Il y avait là Nagasaki, Varsovie, Sarajevo, Hanoï, Grozny... et bien sûr Guernica, ville-phare de l'identité basque et banc d'essai de la Légion Condor en 1937. Le spectacle n'avait rien de risible, et pourtant il était cocasse de trouver à l'entame de ce chemin de croix les célèbres gravures de Coppens consacrées au bombardement de Bruxelles par le maréchal de Villeroi... en l'an de grâce 1695. Cocasse parce que le drame bruxellois paraissait bien trop anachronique pour servir d'introduction à des conflits strictement contemporains. Et pourquoi pas Carthage, s'interrogeait-on entre les murs de plâtre blanc.

À l'époque, la conservatrice du musée Iratxe Momoitio Astorkia se posait exactement la même question. Et donnait la réponse. Deux ou trois ans auparavant, la mise en chantier d'une exposition itinérante consacrée au bombardement des villes avait été lancée par la *Kommunatear Flamenkear*, la Communauté flamande - en basque dans le texte. Le projet avait en définitive été abandonné et le matériel déjà réuni offert à Guernica qui s'employait à rénover son musée. La conservatrice ne tenait pas à se prononcer sur cette opération de propagande qui laissait accroire qu'une ville flamande avait été la première victime de la folie des hommes. Elle constatait juste que les gravures de Coppens apparaissaient «fades» à côté des clichés contemporains...

### De la nature des régionalismes

Comme il faut s'interroger sur la nature de l'amour, il faut s'interroger sur celle des régionalismes, sur leur volonté de conquérir l'indépendance

tout en se tenant par la main. Entre Basques et des Flamands, l'amitié a plus de trente ans et plonge ses racines dans un passé encore plus lointain. Les premiers étaient persuadés que les seconds subissaient alors le joug de l'État central belge alors qu'ils y menaient grandement la danse, mythe que la Volksunie se gardait bien d'écarter. Quant à son sénateur Walter Luyten, sensible au sort des Basques fuyant le franquisme dans les années soixante, il se montrait émerveillé par la capacité de mobilisation des nationalistes d'Euskadi. Avec le temps, ces rapports se sont affinés et (Herri) Bata-suna -nom que portait il n'y a pas si longtemps encore le parti représentant la gauche indépendantiste basque, désormais illégal- a fini par comprendre qu'il valait mieux s'abstenir de participer au pèlerinage de l'Yser où le mélange des genres impose de côtoyer le Vlaams Blok.

Corses, Catalans, Écossais. Ligue du Nord, CDU, Sinn Féin. Si l'anecdote basco-flamande traduit le caractère commun des mouvements régionalistes, elle n'offre qu'un éclairage réduit sur la multitude et la variété de leurs attentes. Que tous ou à peu près aspirent à une autonomie plus affirmée, sinon à l'indépendance, est évident. Qu'ils aient chacun leur histoire et n'hésitent pas à changer de cap quand les circonstances l'imposent est tout aussi certain. Ainsi la crise économique rabat-elle aujourd'hui le caquet des «Padaniens» de Bossi, moins impatients de tenir à distance le sud de l'Italie. D'ordinaire gonflée d'orgueil, la CDU bavaroise s'est trouvée atteinte d'un accès de modestie lors de course à la chancellerie en septembre 2002, son ministre-président Edmund Stoïber ayant été choisi par la démocratie chrétienne allemande pour rivaliser avec Gerhard Schröder. Autrefois radical, le Sinn Féin, le bras politique de l'Armée républicaine irlandaise, sait se

contorsionner pour répondre aux exigences de Londres tout en veillant à ne pas effaroucher l'IRA, etc.

Tout cela conduit à se demander s'il existe une définition pérenne du ou des régionalismes. Évidemment non.

Il suffit de prendre le cas corse pour s'en persuader. Les mouvements nationalistes qui y chararrent le paysage politique ont tous leur propre idée sur les moyens de faire le bonheur de l'île de Beauté. Au risque de perdre en efficacité? Au lendemain de l'échec du référendum et de l'arrestation d'Yvan Colonna, l'assassin présumé du préfet Claude Erignac, ils cherchent à s'unir en vue des élections territoriales de 2004. Ils réfléchissent ensemble à l'opportunité de la lutte armée, veulent «l'union de tous les patriotes» face à la «répression» de l'État français. Rien de moins. Tout comme le Blok, certains ne craignent pas d'agiter les mythes d'un nationalisme ethnique, de fonder leur action sur le *volkgeist*, l'esprit du peuple. L'ethnocentrisme n'est pas le caractère le plus sympathique de ces mouvements.

L'État central reste bien sûr la cible des autonomistes, caricaturée et immuable, qu'elle soit incarnée par Madrid, Bruxelles ou Paris. Mais encore? *Le Monde* du 6 avril 2001 notait que «le régionalisme, loin d'être résiduel ou folklorique, loin d'être le spasme ultime d'une société traditionnelle en décomposition, constitue une dimension émergente, bien qu'encore latente, installée sans doute durablement dans la vie publique, qui attire même à lui des publics nouveaux». Poussés par la recherche de ➤

**Il est piquant de remarquer que, pour survivre, bien des mouvements régionalistes, mais pas tous, ont remis leur espoir dans l'Union européenne censée dépasser le problème posé par la prolifération des États-nations.**

travail, les nouveaux venus finissent par revendiquer l'ancrage régional. Un vote «néo-breton» ou «néo-basque» pour les partis régionalistes s'exprime ainsi dans les villes, preuve que la référence à l'histoire locale n'est plus dominante, qu'il faut chercher des raisons autres à l'efflorescence de ces mouvements que la seule lutte des particularismes régionaux en butte au mépris de l'Etat centralisateur. Des études ont encore démontré que depuis une trentaine d'années, la région française s'impose de plus en plus auprès de la population comme une unité administrative et politique de l'avenir. Parfois à cheval sur une frontière, elle apparaît comme l'unité territoriale la plus efficace sur le plan économique.

La culture est l'un des champs d'action favoris des régionalismes. Les Basques français, pour ne citer qu'eux, essaient de sauver leur langue via les Icastolas, qui dispensent un enseignement bilingue. Ce *kulturkampf* permet de s'avancer plus avant dans la sphère politique, notamment en retenant l'attention de jeunes forcément ouverts à un certain romantisme.

### Un poids politique

Ces facteurs, passés à la moulinette électorale, ont contribué à donner avec le temps un poids politique non négligeable aux courants régionalistes. À l'Ouest, une trentaine de ces formations seraient dotées d'une «pertinence» politique, c'est-à-dire capables d'obtenir des élus nationaux ou européens. En France, une des raisons du succès –bien sûr relatif– des autonomistes serait lié à l'oubli progressif de leur passé collaborationniste. Paradoxal, si l'on sait qu'en Flandre, la revendication de cette tranche d'histoire contribue à l'ascension du Blok.

Il est piquant de remarquer que, pour survivre, bien des mouvements régionalistes, mais pas tous –la Ligue du Nord hait Bruxelles, par exemple– ont remis leur espoir dans l'Union

européenne censée dépasser le problème posé par la prolifération des États-nations. De là à parler d'europhilie... La prise en charge par l'UE de pouvoirs qui constituaient autrefois la souveraineté des États (hier le Marché unique, aujourd'hui la monnaie unique, demain peut-être une politique étrangère et une défense communes) aurait favorisé l'essor de la «région-nation». Si l'UE fait en sorte de gommer les disparités économiques au sein de son territoire, les particularismes culturels en revanche ne font que croître. Comme si le monde européen en s'uniformisant, rendu plus uniforme encore par

le vaste marchandage qui s'annonce autour de la Constitution de Valéry Giscard d'Estaing rappelle que la difficulté de gérer en bloc 25 États s'accommode mal de la vision future d'une Europe aux cent drapeaux. Mais est-ce suffisant pour stopper la «fragmentation douce» qui morcelle progressivement les États membres? Belgique fédérale, France en voie de décentralisation, Espagne des communautés autonomes, Grande-Bretagne de la Dévolution... tout semble montrer que le processus est inéluctable. L'Union européenne débouchera-t-elle sur de nouvelles formes d'États et d'organisation du terri-

la fin de la guerre froide et par la globalisation, voulait s'amender en laissant à des entités plus étroites le droit à l'expression. Il y a ceux qui en profitent largement comme la Flandre, le Pays basque espagnol ou la Catalogne, consolidant au passage certaines théories qui font du régionalisme le prurit de nouveaux riches à la recherche d'un plaisir politique solitaire. Il y a ceux qui se font plus discrets, comme les Länder allemands, mais n'en pensent pas moins.

«L'Europe des régions» chère à Denis de Rougemont n'est pas près de se faire. N'en déplaise aux nationalistes basques, même modérés, qui se sont un jour mis à rêver de siéger au Conseil européen. L'Union est une construction éminemment fragile et

toire? Permettra-t-elle le développement d'une Europe des régions ou d'une Europe des villes sur le modèle hanséatique? Et qu'en sera-t-il de la viabilité et de la gestion d'une scène internationale composée d'une myriade d'États: balkanisation, anarchie et dominance de quelques grands pays? À ces questions, il faut répondre pour l'instant que la mutation s'est faite jusqu'ici sous la coupe des États membres et que ceux-ci restent la base de référence de la construction européenne. Et pourquoi ne pas prêter aux futures réformes de l'Etat belge un rôle de laboratoire? Elles diront sans doute jusqu'où ceux qui ont appris ensemble à vivre pacifiquement sont prêts à aller ensemble pour se séparer pacifiquement. ■

Pascal Martin

# Déclaration anticipée d'euthanasie

## Notice explicative

&

## Formulaire de déclaration

Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité (ADMD) asbl  
Rue du Président 55 - 1050 Bruxelles  
Tél: 02/502.04.85 - fax: 02/502.61.50  
Email: info@admd.be



# Déclaration anticipée d’euthanasie

Cette déclaration est une demande d’euthanasie pour le cas où vous seriez dans une situation où l’euthanasie pourrait être pratiquée mais où vous seriez inconscient(e) et donc incapable d’en faire la demande.

## Rubrique I. Données obligatoires

Monsieur/Madame<sup>1</sup>  
.....

**demande que, dans le cas où il/elle<sup>2</sup> n’est plus en état d’exprimer sa volonté, un médecin applique l’euthanasie si toutes les conditions fixées dans la loi du 28 mai 2002 relative à l’euthanasie sont satisfaites.**

Mes données personnelles sont les suivantes:  
– résidence principale .....  
– adresse complète .....  
– numéro d’identification dans le registre national .....  
– date et lieu de naissance .....

Cette déclaration a été faite librement et consciemment. Elle est approuvée par la signature des deux témoins et, le cas échéant, d’une (des) personne(s) de confiance.  
Je souhaite que cette déclaration anticipée soit respectée.

### Les témoins<sup>3</sup>

*Les témoins en présence desquels je rédige cette déclaration anticipée, sont:*

1. nom et prénoms .....

résidence principale .....

adresse complète .....

numéro d’identification dans le registre national .....

numéro de téléphone .....

date et lieu de naissance .....

lien de parenté éventuel .....
2. nom et prénoms .....

résidence principale .....

adresse complète .....

numéro d’identification dans le registre national .....

numéro de téléphone .....

date et lieu de naissance .....

lien de parenté éventuel .....

## Rubrique II. Données facultatives

### A. Les personnes de confiance éventuellement désignées

*Comme personne(s) de confiance, dont je souhaite qu’elle(s) soi(en)t immédiatement informée(s) si je me trouve dans une situation dans laquelle la déclaration anticipée pourrait être d’application et qu’elle(s) soi(en)t concernée(s) pendant la procédure, je désigne par ordre de préférence:*

<sup>1</sup> Biffer la mention inutile et inscrire le nom et prénoms (pour les femmes mariées, le nom de jeune fille)  
<sup>2</sup> Biffer la mention inutile  
<sup>3</sup> Un des deux témoins au moins ne peut pas avoir d'intérêt matériel au décès du déclarant

*Quand un malade conscient demande l’euthanasie, il doit confirmer cette demande par écrit. Le rôle de la présente déclaration est d’anticiper une demande d’euthanasie que l’on ne pourrait faire en raison d’un état d’inconscience (en cas de coma par exemple), alors qu’on se trouverait dans une situation où l’euthanasie pourrait légalement être pratiquée. Pour que le médecin puisse pratiquer une euthanasie sur base de cette déclaration, il faut que l’état du malade soit considéré comme irréversible.*

Pour rédiger une déclaration anticipée d’euthanasie, il faut être mentalement capable, majeur ou mineur émancipé. La déclaration doit être complétée et signée en présence de deux témoins qui la contresignent. Ces témoins peuvent être choisis librement mais l’un au moins ne peut pas avoir d’intérêt matériel à votre décès.

La déclaration permet –mais ce n’est pas obligatoire– de désigner une ou plusieurs personne(s) de confiance. Leur rôle consiste, si vous vous trouviez un jour dans une situation d’inconscience où l’euthanasie pourrait être envisagée, à faire connaître l’existence de cette déclaration au médecin qui s’occupera de cette situation. Toute personne peut être désignée comme personne de confiance, à l’exception du médecin et de l’équipe soignante qui vous ont en traitement. Les personnes de confiance sont énumérées dans l’ordre de préférence: c’est la première disponible qui sera consultée.

\* Des exemplaires de cette Déclaration peuvent être obtenus à l’ADMD (voir coordonnées en page précédente).

Si vous avez signé par ailleurs une déclaration de volontés relatives au traitement et que vous y avez désigné un mandataire, vous pouvez évidemment choisir ce mandataire comme première personne de confiance, s’il y consent et qu’il n’est pas un membre de l’équipe médicale qui vous a éventuellement en traitement.  
La (les) personne(s) de confiance signe(nt) également la déclaration.

*Si pour une raison médicale vous n’êtes physiquement pas apte à écrire (par exemple en raison d’une paralysie), la déclaration peut être complétée et signée par une personne majeure de votre choix pour autant que cette personne n’ait pas d’intérêt matériel à votre décès. Dans ce cas, le cadre II B est à compléter par cette personne et un certificat médical doit attester de votre incapacité.*

**La rubrique I est à remplir obligatoirement**  
Elle comporte vos données et celles des deux témoins.

**La rubrique II est facultative**  
Elle comporte les données de la (des) personne(s) de confiance éventuellement désignée(s) et le cadre à remplir si la déclaration est complétée et signée par une autre personne que vous-même.

Cette déclaration doit être renouvelée après cinq ans. Elle peut aussi être révisée ou retirée à tout moment. Nous tenons à votre disposition les documents nécessaires.

Un exemplaire au moins de la déclaration\* est à conserver et un exemplaire est à remettre à chaque personne de confiance éventuellement désignée.

Nous conseillons de mettre votre médecin traitant au courant de votre déclaration.

20 juin 2003

# L'Europe en quête de popularité

## Un entretien avec Franklin Dehousse

Comment rendre l'Union élargie plus populaire auprès de ses citoyens? Franklin Dehousse a sa petite idée sur la question. Expert en matières européennes et professeur à l'Université de Liège, il livre ses impressions à quelques semaines de son départ pour le Tribunal de première instance des Communautés européennes à Luxembourg.

L'Union européenne a vécu ces derniers mois au rythme des référendums sur l'adhésion. D'aucuns souhaiteraient également que le futur traité constitutionnel fasse l'objet d'une consultation populaire. Est-ce la bonne manière de rapprocher l'UE du citoyen?

Franklin Dehousse: Il y a du pour et du contre. L'association des populations à la décision sur les questions européennes présente l'avantage de leur offrir l'opportunité de se prononcer, et c'est un stimulant pour en débattre. Le problème réside en revanche dans le processus de cette décision. Ratifier dans chaque pays revient en fait à mettre les adaptations de l'UE face à un chantage permanent. C'est la raison pour laquelle les référenda européens sont organisés à la manière de référendums nationaux, non selon des modalités européennes.

S'il doit y avoir un référendum sur le futur traité de l'UE, serons-nous dans le même cas de figure?

Oui. Le fait que la décision reste du ressort de chaque pays incitera les gens à ne guère se soucier de ce qui se passe à l'extérieur. Alors que si l'acceptation du traité impliquait d'avoir, par exemple, l'adhésion de 75% des États et 75% de la population, une attention considérable serait accordée à ce qui se dit et ce qui se décide dans les autres États membres. Or pour l'instant, comme nous sommes chaque fois en présence de référendums nationaux sur des questions européennes, il y a une déviation nationale du débat européen.

Les populations se montrent parfois peu intéressées par la construction européenne. La Pologne hier, l'Estonie et la Lettonie aujourd'hui appor-

tent-elles la preuve qu'un fossé existe également dans les nouveaux États membres?

Il n'y a pas un désintérêt du public pour les affaires européennes en particulier, mais pour les affaires publiques en général. La participation aux élections nationales n'est d'ailleurs pas plus élevée dans ces pays. Le détachement de l'opinion publique par rapport au politique est dû à des phénomènes structurels autres que la réalité européenne: les séquelles de la période communiste, mais aussi l'impression que face aux mutations actuelles – la technologie et la globalisation – les autorités politiques n'ont pas un contrôle énorme.

Ceux qui ont encouragé la création d'un poste de président du Conseil européen lors de la Convention présidée par Valéry Giscard d'Estaing ont fait valoir que l'UE y trouverait enfin un visage. Que vaut ce point de vue?

Il n'est pas faux de vouloir donner un visage à l'Union européenne. Le problème actuel est qu'il y en a trop. Donc donner un nouveau visage, en gardant tous les anciens, revient à aggraver le problème, pas à le diminuer. Mon modèle idéal serait d'avoir une intégration européenne un peu plus forte. Mais nous manquons fondamentalement d'un exécutif. Et dans les nouvelles matières que

s'est données l'UE, cette carence devient très problématique. Les États membres doivent accepter que la Commission n'est pas un comité diplomatique où chacun doit avoir un représentant. C'est parce que la Commission est malade que le président du Conseil risque d'être gênant. Il n'est pas interdit de vouloir créer une telle fonction pourvu qu'elle n'empiète pas sur d'autres plates-bandes.

Autre manière de rendre l'Union présente à l'esprit du public, l'idée d'un impôt européen suit son bonhomme de chemin. Jacques Simonet, le nouveau secrétaire d'État aux Affaires européennes, s'y montre par exemple favorable. Qu'en pensez-vous?

L'impôt européen est une bonne idée qu'on avance pour répondre à une mauvaise question. Vouloir rendre populaire ou perceptible l'UE via l'impôt ne me paraît pas adéquat. Aucun impôt n'a jamais rendu une autorité populaire. Le vrai problème est qu'à l'heure actuelle, la résurgence nationaliste se marque sur la Commission mais également sur le budget. De ce point de vue, cela peut être utile. Mais pas du tout pour rendre l'UE sympathique.

Propos recueillis par Pascal Martin

1. nom et prénom

résidence principale

adresse complète

numéro d'identification dans le registre national

numéro de téléphone

date et lieu de naissance

lien de parenté éventuel

2. nom et prénom

résidence principale

adresse complète

numéro d'identification dans le registre national

numéro de téléphone

date et lieu de naissance

lien de parenté éventuel

**B. Données à mentionner si le requérant n'est pas physiquement capable de rédiger et de signer une déclaration anticipée**

La raison pour laquelle je ne suis pas capable physiquement de rédiger et de signer cette déclaration anticipée est la suivante:

Comme preuve, je joins un certificat médical en annexe.

J'ai désigné (nom, prénom) pour consigner par écrit cette déclaration anticipée. Les données personnelles de cette personne sont les suivantes:

résidence principale

adresse complète

n° d'identification dans le registre national

n° de téléphone

date et lieu de naissance

lien de parenté éventuel

Date et signature de la personne désignée pour consigner cette déclaration en cas d'incapacité physique du requérant

La présente déclaration a été rédigée en ..... exemplaires signés qui sont conservés (à un endroit ou chez une personne):

Date et signature du requérant

Date:

Signature:

Date et signature des deux témoins

Date:

Signatures:

Date et signature de la (des) personne(s) de confiance désignée(s) (le cas échéant)

1) Date:

Nom et prénom:

Signature:

2) Date:

Nom et prénom:

Signature:



Italie

# Ces intellectuels séduits par les sirènes du berlusconisme

Silvio Berlusconi attire dans son sillage des journalistes, des écrivains, des universitaires parfois au passé de gauche, qui donnent vie et forme à une intelligentsia de droite certes hétéroclite mais qui s'affirme chaque jour un peu plus sur la scène politique. Analyse.

Homme d'affaires avant tout, Silvio Berlusconi a forcé le sens de la formule incantatoire ou publicitaire. «Nous attaquerons par ciel, par terre, par mer et nous gagnerons» avertit-il sans ambages au moment où il se lance dans la campagne électorale pour les législatives du printemps 2001. Une sortie accueillie, sur le coup, avec sarcasme par ses adversaires du centre-gauche qui doivent cependant baisser pavillon le soir du 13 mai lorsque le pôle des Libertés réussit son OPA sur la péninsule. Le tycoon milanais et ses alliés savourent leur victoire. Qui ne doit rien au hasard. Et tout à la télévision? À voir.

## Le phénomène Berlusconi s'inscrit désormais dans la durée.

Difficile de croire, en effet, qu'il aura suffi de bombarder les Italiens de spots télévisés pour qu'ils votent comme un seul homme pour un seul homme. Le phénomène Berlusconi, en réalité, s'inscrit désormais dans la durée. Que l'on en juge: vainqueurs des législatives en 1994, Silvio et ses frères remportent également en termes de voix –mais pas en nombre d'élus– les élections politiques de 1996. En juin 1999, lors du scrutin européen, Forza Italia (re)devient le premier parti national et en avril 2000, les troupes de *Sua emittenza*

cartonnent aux élections régionales. Un an plus tard, la droite marche sur Rome.

Contrairement à sa première expérience gouvernementale, la majorité politique –pourtant toujours aussi hétéroclite– sait cette fois-ci beaucoup mieux où elle veut aller. La cure d'opposition lui a permis de fourbir ses armes et de poser discrètement les jalons d'une occupation durable du pouvoir. D'autant que dans ses rangs, elle peut compter de plus en plus sur l'enthousiasme –l'exaltation?– d'une génération montante pour qui l'ancien régime –la Première république– évoque seulement la corruption, le *malgoverno*, l'inefficacité. Andreotti, Craxi et quelques autres ont conduit le pays au désastre. Ils étaient bons à jeter. Les magistrats de l'opération «Mains propres» s'en sont chargés. Parallèlement, le reflux de la culture de gauche, hégémonique pendant des décennies, a progressivement laissé en friche un terrain politico-culturel que cette droite *sui generis* commen-

ce à coloniser. Corrigeant au passage une anomalie –une exception– très italienne.

## La fin du duopole Démocratie-chrétienne-Parti communiste

Hantés à raison pendant longtemps par le souvenir traumatisant du fascisme, les Italiens ont frappé d'un ostracisme tenace le mot «droite» qui désignait l'extrême droite. Il a fallu attendre le début des années nonante et la fin du duopole Démocratie chrétienne-Parti communiste pour voir se développer un embryon de courant libéral au sens classique du terme –tel qu'il existe ailleurs dans le monde occidental– qui se découvre des maîtres à penser dont il s'approprie et l'image et le discours, tantôt avec leur consentement, tantôt à leur insu.

Parmi ces nouveaux «guides» de la pensée de droite qui se placent dans le sillage de l'armada berlusconienne quand ils ne la précèdent pas, il y a par exemple Francesco Alberoni,

«On aurait pu s'attendre à ce que les intellectuels développent la fonction critique et d'opposition propre à leur statut».

l'un des sociologues les plus populaires d'Italie, qui ne cache pas ses sympathies pour Berlusconi et dont le titre d'un essai *L'ottimismo* (L'optimisme - ndlr), aurait pu servir de slogan, voire de profession de foi au magnat lombard autant que les commentaires et les réflexions de Domenico Fisichella, sénateur d'Alliance nationale, professeur de sciences politiques à l'université Luiss de Rome, qui se déclare «illuminé» par la pensée de Joseph de Maistre, l'un des apôtres de la Restauration<sup>1</sup>.

Le pôle des Libertés dispose de héros tout acquis à sa cause comme Pialuisa Bianco, directeur du quotidien *L'Indipendente*, proche tant d'Alliance nationale que de la Ligue du Nord, de Luciano Secchi, inventeur de personnages de BD très célèbres tels que «Kriminal», «Satanik», «Angel Dark», d'Alessandro Campi, fondateur et directeur de *Futuro presente*, le frère jumeau de *Nouvelle école* d'Alain de Benoist, de Vittorio Feltri, directeur du quotidien *Il Giornale* (propriété de Silvio Berlusconi), de Domenico Mennitti, qui dirige *IdeAzione*, une publication servant de laboratoire d'idées aux intellectuels de Forza Italia.

D'autres «intellos» commencent à passer avec armes et bagages dans le camp de la droite: Gianni Baget Bozzo, théologien, polémiste et essayiste très lu et très écouté, souvent critique autrefois à l'égard du pouvoir démocrate-chrétien, qui plaît beaucoup semble-t-il au leader de Forza Italia; Rino Cammilleri, catholique de droite, grand expert de l'Inquisition et grand fan de Pie IX; Francesco Perfetti, considéré comme «un historien révisionniste»<sup>2</sup>, qui dirige la revue *Nuova storia contemporanea*. Des cinéastes et des dramaturges de renommée internationale rejoignent également le mouvement à l'instar de Franco Zeffirelli ou de Luca Barbareschi. Cet aréopage a aussi ses stars comme Vittorio Sgarbi, le très excentrique sous-secrétaire d'État à la Culture qui aime les femmes, les chevaux et les armes, ou comme le célèbre journaliste –en Italie en tous cas– Vittorio Feltri, ou encore comme

Giuliano Ferrara, ancien militant de gauche, présentateur de télévision, converti de la première heure au berlusconisme et véritable cerveau de la politique culturelle de la droite.

## Journalistes et professeurs d'université

Si en tant qu'homme de communication Berlusconi a attiré dans sa sphère d'influence nombre de journalistes, il laisse de moins en moins insensibles les milieux académiques. Les professeurs d'université constituent d'ailleurs le groupe de courtisans le plus important du président du Conseil: Lucio Colletti, philosophe au passé marxiste (!); Domenico Fisichella, fondateur de l'Alliance nationale, admirateur de Tocqueville; Giulio Tremonti, ministre de l'Économie et mentor de la politique fiscale du gouvernement; Ferdinando Adornato, journaliste, ancien du quotidien de gauche *L'Unità*<sup>3</sup>; Renzo Foa, ex-directeur de... *L'Unità*.

Comment expliquer ces ralliements parfois surprenants, à la limite contre nature? Sans doute, l'impression –essentiellement– de renouveau et de modernité qu'exhale le pôle des droites. Sans doute aussi le projet de société proposé par Berlusconi: celui de la réussite accessible pratiquement à tous grâce à une formule incantatoire. «*Je ne connais qu'une recette: du sang, de la sueur et des larmes, toujours*» proclame le patron de la Fininvest dans *Storia italiana*, ce livre autobiographique où il conclut que ces règles de vie, d'inspiration très biblique et très churchillienne, lui ont permis de bâtir un empire. Avec en point d'orgue, l'accession aux postes de commande politique de la République. De tous les postes de commande qu'il faut occuper, investir. De quoi susciter des adhésions parfois inattendues d'intellectuels en quête d'un nouveau rôle à jouer ou d'un poste à responsabilités à occuper dans un pays qui semble vouloir faire table rase du passé, contaminé tout entier –et bien avant la «montée au jeu» de Berlusconi probablement– par l'idéologie domi-

© AFP  
Berlusconi, transformé en Al Capone sur une affiche annonçant un pseudo-film intitulé «Les hommes capables de grandes évasions»... fiscales, évidemment!

nante: «Aucun intellectuel ne se demande si l'idéologie néolibérale adoptée par le centre-gauche ne contenait pas en germe la victoire de M. Berlusconi et de son gouvernement (...). Ses soutiens, Berlusconi les recrute surtout parmi les éditorialistes et les universitaires. (...) Entre eux et les commentateurs du front théoriquement opposé, L'Olivier, existe une sorte de solidarité corporative, fondée sur une même opinion quant aux bienfaits du libéralisme sauvage et de la mondialisation (...). On aurait pu s'attendre à ce que les intellectuels développent la fonction critique et d'opposition propre à leur statut. (...) Ils manquent en Italie les Pierre Bourdieu, les Gore Vidal, les Susan George»<sup>4</sup>.

Sans parler d'une authentique lame de fond, une constellation d'intellectuels se rangent donc petit à petit du côté de Berlusconi –«exemple d'un populisme moderne dont la fonction première c'est de vendre»<sup>5</sup>– avec d'autant moins d'états d'âme que la frontière entre la gauche et la droite apparaît de plus en plus floue. Disposant des tribunes médiatiques offertes généreusement par le patron de la Fininvest, ils ont la possibilité de se légitimer et de légitimer le discours du gouvernement et de partir dans la foulée à la conquête d'un terrain idéologique où erre une intelligentsia de gauche de plus en plus débousolée. ■

Sergio Carrozzo

<sup>1</sup> Cette droite encore en quête de repères cherche également à l'étranger les éléments théoriques pour enrichir son terreau idéologique. Parmi ces intellectuels, philosophes, écrivains qui suscitent un certain engouement quand ce n'est pas un véritable culte, il faut citer Louis-Ferdinand Céline, Ezra Pound, John Ronald Tolkien, Mircea Eliade, etc.  
<sup>2</sup> *L'Espresso*, 14 juin 2001.  
<sup>3</sup> Auparavant organe officiel du Parti communiste italien, il est aujourd'hui (très) proche des Démocrates de gauche, ex-PCI.  
<sup>4</sup> «Ces intellectuels sans courage», Valerio Evangelisti, *Le Monde Diplomatique*, avril 2002.  
<sup>5</sup> Adrien Candiard, *L'anomalie Berlusconi*, Flammarion, 2003, p.42.



# La tentation de la castration

Vétéran de la cause des femmes, Élisabeth Badinter dénonce les dérapages régressifs d'un certain féminisme radical.

Il y a une dizaine d'années, le philosophe Luc Ferry dénonçait les égarements de l'écologie profonde. Aujourd'hui, Élisabeth Badinter accomplit une démarche similaire à l'égard du féminisme radical<sup>1</sup>. Elle l'accuse non seulement, par ses excès, de donner inopportunément des arguments aux hommes alors qu'ils demeurent détenteurs du pouvoir économique et financier. Mais aussi de ramener à la vie les vieux stéréotypes du patriarcat qui entendait confiner les femmes dans des rôles spécifiques à leur sexe, en particulier ceux liés à la maternité. La raison première du féminisme, rappelle-t-elle, est d'instaurer l'égalité des sexes en pesant sur les structures sociales qui y font obstacle. En ce sens, le féminisme libertaire dont se revendique Badinter conserve des liens robustes avec le marxisme, cette lecture culturaliste de l'histoire à laquelle elle demeure, dit-elle, profondément reconnaissante d'avoir montré l'historicité des rapports hommes/ femmes.

La différence des sexes est un fait, explique en effet Badinter, mais elle ne prédestine nullement aux places que les individus vont occuper dans la société, ni aux fonctions qu'ils vont y assumer.

Contrairement à ce qu'a toujours voulu faire croire le machisme, la psychologie des hommes et des femmes n'est donc pas imperméable l'une à l'autre, ni leur identité sexuelle, figée dans le mar-

bre. Primat de la matière, mais primauté de l'esprit, en somme: la nature ne prédestine pas au genre et aux rôles des uns et des autres.

Or, dit-elle, cette indifférenciation, condition vitale de la liberté de chacun de choisir l'identité qui lui

moitié de l'Humanité, une supériorité morale universelle au nom de laquelle elle est dès lors fondée à modifier, par décret, la sexualité masculine.

Le féminisme a –comme d'autres idéologies– incontestablement souffert du chômage de masse, de l'individualisme néolibéral et de l'air du temps victimaire qui ont accompagné le dernier quart de siècle. Contaminé par la «tentation de l'innocence» dénoncée justement par Pascal Bruckner, ses théoriciennes –majoritairement américaines– ont tourné le dos à la lutte des classes au profit de la guerre des sexes. Désignant l'homme comme un coupable absolu et la femme –la bourgeoise des beaux quartiers au même titre que la beurette de banlieue, la femme d'affaires américaine et la jeune fille afghane– comme une martyre systématique. Aux racines de cette oppression mondialement répandue: la sexualité mâle jugée intrinsèquement agressive. Les féministes radicales, regardant l'envahissement du vagin par le pénis comme une violence insupportable, n'hésitent pas, en effet, à considérer l'acte hétérosexuel banal comme un viol et, partant, comme une conduite masculine normale. Ainsi s'est peu à peu édifiée l'idée d'une catégorie opprimée appelant, de la part des autorités publiques, une protection singulière. Cette idée, avec le temps de retard habituel, a fini par traverser l'Atlantique et percoler dans les mentalités du vieux continent, d'abord, dans les réglementations de l'Union européenne et de ses États membres, ensuite.

## Haro sur la drague

L'extension progressive de la notion d'abus sexuel procède notamment de cette vision, selon Élisabeth Badinter. Les législations relatives au harcèlement, les dispositifs de prohibition de

la prostitution et la lutte contre la pornographie –assimilée au viol, à la torture, voire carrément à l'Holocauste par certaines militantes– en attestent. Mais nécessairement imprécises et subjectives, les définitions juridiques de ces abus ont ensuite permis de solliciter à outrance les statistiques et les enquêtes de terrain, imposant aux yeux de l'opinion l'image d'une expansion des crimes et des délits sexuels qui finit par rendre problématiques, au risque de la solitude, toutes les formes de rapprochements entre les hommes et les femmes au plan du désir. «En annonçant la loi européenne sur le harcèlement», écrit par exemple Badinter, «la commissaire Anna Diamantopoulou a rappelé que "40 à 50% des femmes en Europe ont reçu des avances sexuelles non désirées" et que "80% les ont subies dans certains États". Mais que compte-t-on parmi les "avances sexuelles non désirées"? Un geste déplacé? Un mot de trop? Un regard trop insistant?».

L'auteur de *L'amour en plus* refuse donc de suivre le féminisme radical. Elle n'accepte pas de parler de «la» domination des hommes, rappelant que le réel est complexe et qu'il existe de multiples façons d'être un homme et une femme. C'est donc, soutient-elle, faire dangereusement fausse route que mettre en bloc la virilité en accusation plutôt que lutter contre les abus sexuels et les inégalités sociales là où elles persistent. Elle juge de même qu'il est dangereux d'affirmer que la nature de la femme est la puissance procréatrice et d'exalter, dans la foulée, le courage, le sens du sacrifice, le dévouement des femmes, alors que les féministes libertaires se sont battues pour arracher les femmes à ces clichés et leur offrir la possibilité de dire à leur homme: «tu seras père si je le veux!».

La posture résistante ainsi adoptée par Élisabeth Badinter s'appuie sur des considérations qui méritent qu'on s'y attarde. Elle s'insurge tout d'abord parce qu'elle juge les raisonnements du féminisme radical sexistes et que, ce faisant, ils ferment la porte de manière définitive à la compréhension mutuelle entre les sexes. Enraciner l'inégalité des sexes dans

En liquidant le concept de l'égalité pour lui substituer un principe biologique, le féminisme radical a redonné force et vigueur à une représentation régressive de la femme.

la nature des êtres, c'est s'interdire à jamais d'accéder à une Humanité réconciliée avec elle-même. Par ailleurs, les féministes victimistes entendent rééduquer les hommes. En Allemagne, en Suède, certaines font campagne pour obliger les hommes à uriner assis. Pour d'autres, il faut carrément que les hommes apprennent l'impuissance. Bref, il faut changer le mâle, lutter contre lui comme on combat le fascisme. Cette utopie totalitaire, prévient Badinter, en rappelle d'autres de sinistre mémoire...

## La sexualité resacralisée?

Plus fondamentalement, l'auteur de *L'un est l'autre* se rebelle contre le tabou qui entoure la violence féminine. Elle rappelle sur ce plan le rôle joué par les gardiennes des camps de concentration ou par certaines femmes dans le génocide rwandais ou les massacres en ex-Yougoslavie, mais fait malheureusement l'impasse sur les ravages trop méconnus qu'occasionnent les mères pédophiles et incestueuses, particulièrement chez leurs fils. Enfin, elle reproche aux radicales de mettre la liberté sexuelle en danger en resacralisant la sexualité dans la ligne judéo-chrétienne puisqu'elles prônent une «bonne» sexualité purgée des envies pulsionnelles qu'elles attribuent aux seuls mâles. Ce déni d'humanité, écrit Badinter, oublie que la tendresse n'épuise pas le désir et que, appartenant au monde fantasmatique, les sexualités sont multiples, changeantes, et la libido, complexe.

En conclusion, Élisabeth Badinter –qui, au nom de l'universalisme, reproche amèrement aux nouvelles féministes d'avoir, excipant d'une intolérable tolérance, accepté le port du foulard islamique à l'école ou l'inscription de la différence sexuelle dans la Constitution républicaine afin d'obtenir des mesures de discrimination positive en faveur des femmes– rappelle fermement que la différence sexuelle est, comme l'avait vu le marxisme, peu de choses au regard des différences sociales. La plupart des hommes et des femmes veulent vivre mieux ensemble, dit-elle. Mais en liquidant le concept de l'égalité pour lui substituer un prin-

cipe biologique, le féminisme radical a redonné force et vigueur à une représentation régressive de la femme qui menace ses conquêtes récentes, bride sa sexualité et l'incite à retourner au foyer dans un contexte économique qui pousse précisément au travail à temps partiel.

Que penser de cette philippique? Dans *Le Monde diplomatique* du mois d'août, l'avocate française Gisèle Halimi, présidente de «Choisir - La cause des femmes», dénonce résolument le procès ainsi fait au féminisme d'aujourd'hui par des figures comme Élisabeth Badinter et parle de «complot». Considérant la domination masculine comme l'origine même de la violence, l'idée de voir les mâles présentés comme des êtres accablés la heurte. La violence des hommes est universelle, soutient-elle. Et si elle ne s'exprime pas partout de la même manière, il existe bien un continuum de la violence qui fait que nulle femme n'y échappe: quelle que soit sa condition, sa culture ou sa nationalité, elle souffre de ne pas exister comme être humain à part entière<sup>2</sup>. Niant par ailleurs la possibilité d'une prostitution librement choisie, elle se range ouvertement dans le camp des abolitionnistes, accusant au passage –mais à tort– Élisabeth Badinter de soutenir l'idée que seuls les hommes ressentent des pulsions sexuelles incoercibles. Gisèle Halimi, qui se défend d'être une féministe castratrice désireuse de «liquider les hommes», reconnaît néanmoins –mais du bout de la plume, il est vrai– que les «procureurs» du nouveau féminisme ont une «toute petite utilité»: celle de mettre les radicales en garde contre d'éventuels dérapages.

Mais n'est-ce pas là, justement, à l'instar de la démarche de Luc Ferry, l'objectif poursuivi par «Fausse route»? Le monde des idées a toujours eu besoin de baliseurs vigilants, tant il est vrai qu'il est tout sauf un univers innocent: n'est-ce pas souvent là que se préparent –sans jeu de mots...– bien des bouleversements broyeurs d'hommes...

Jean Sloover

Élisabeth Badinter.

<sup>1</sup> *Fausse route*, éd. Odile Jacob, 221 pages.

<sup>2</sup> Voir à ce sujet Franco La Cecla, *Ce qui fait un homme*, Éditions Liana Levi, 215 pages. Dans son livre, Franco La Cecla recourt à l'anthropologie pour comprendre la masculinité: étudiant transversalement cultures et sociétés, il a le mérite de mettre au clair ce qui est ou n'est pas universel. Son travail comparatif dégage quelques leçons simples mais dévastatrices pour les clichés de l'air du temps. N'est-il pas étonnant en effet de découvrir que, au fil des âges et des continents, les relations entre les sexes sont éminemment variables et les identités sexuelles, mâles et femelles, absolument fluctuantes? N'est-il pas de même surprenant de constater que, si la mise en scène de la violence est bien, partout, assignée aux hommes, la guerre s'avère néanmoins toujours une activité concertée entre les deux sexes? Mieux: qu'il n'y a pas, dans la nature masculine, la moindre propension naturelle à la violence sur les femmes? Comment encore ne pas être stupéfait de voir qu'il importe de constamment faire la part de l'apparence et de la réalité dans la position subordonnée des femmes, un semblant de prestige masculin servant souvent à masquer un vrai pouvoir féminin? Découvrir enfin que, jusque dans les sociétés méditerranéennes, les femmes ont leur propre code de l'honneur et de la honte, ne peut que relativiser l'image d'une moitié de l'Humanité éternelle victime des rodonnades délétares du «sexe fort».



# La violette: une petite herbacée fragile ou résistante?

Ne dites pas «Verhofstadt II» mais «Violet I». Ce gouvernement entend en effet mêler le meilleur des socialistes et des libéraux. La tâche ne sera pas aisée, tant les incertitudes budgétaires sont légion et les sources de conflit communautaire nombreuses. Et si ce mélange débouchait sur le pire, c'est-à-dire sur une plus grande désaffection du citoyen?

Un peu plus de cinquante jours après les élections législatives du 18 mai passé, le programme de coalition était scellé, le gouvernement fédéral formé et les portefeuilles ministériels étaient dûment attribués. Dans la galerie de portraits des quinze ministres et sept secrétaires d'État fraîchement nommés, quelques poids lourds et pas mal de nouvelles têtes qui devront faire leurs preuves. Un tiers de femmes, aussi, ce qui constitue une évolution notable par rapport à des traditions plus machistes. Quarante-neuf ans après le gouvernement «laïque» présidé par le socialiste Achille Van Acker de 1954 à 1958, les socialistes et les libéraux présideront donc ensemble aux destinées de l'État belge, et ce en principe pour quatre ans. Un événement. Si ce n'est que l'évolution vers cette forme de coalition était perceptible depuis plusieurs années. En 1999 déjà, les socialistes et les libéraux rêvaient de pouvoir convaler en justes noces au lendemain du scrutin législatif: le succès des Verts les avait alors contraints à associer les écologistes au sein d'un gouvernement arc-en-ciel. Aujourd'hui, ils ont fait leur deuil de ce troisième partenaire, et ce sans le moindre état d'âme, faut-il le préciser. Pour autant, les négociations en vue de la conclusion de l'accord de majorité –la «bible» qui déterminera les lignes de force de l'action gouvernementale durant toute la législature– ne se sont pas déroulées dans la

sérénité: difficile, pour deux familles politiques d'un poids électoral tout à fait comparable, de concéder des zones d'influence au «partenaire».

Ce gouvernement né dans la douleur, au petit matin du 12 juillet dernier, a été baptisé du prénom coloré de «Violet 1<sup>er</sup>», rendant mieux compte que le plus classique «Verhofstadt II» du mélange du rouge et du bleu, les deux couleurs symboles des partis de la majorité. «Faire fusionner le meilleur des libéraux et des socialistes»: tel est le pari que prétend relever le Premier ministre Guy Verhofstadt. La tâche promet d'être rude: les occasions d'affrontement entre les familles socialiste et libérale, qui n'ont pas les mêmes priorités économiques, sociales et budgétaires, seront sans doute nombreuses. Elles ont d'ailleurs déjà commencé cet été, sur le thème de la fiscalité, alors que les éminences ministérielles fraîchement investies de leurs maroquins prenaient quelque repos bien mérité dans de charmants lieux de villégiature: voilà qui augure mal de l'avenir... Et puis, il y a la confection du budget de l'État pour l'année 2004. À ce sujet, aucune illusion à nourrir: la coalition violette ne sera pas aussi généreuse que Verhofstadt I. Le nouveau gouvernement doit déjà faire face à de sérieux engagements: la réforme fiscale doit être financée, les soins de santé ont un besoin urgent d'oxygène, il faudra soulager la SNCB du poids de sa dette. Voilà déjà de quoi porter un rude coup aux cais-

ses de l'État... et au moral des gouvernants. Si les indicateurs économiques devaient s'entêter longtemps dans le rouge, il faudra bien se résigner à oublier l'une ou l'autre des promesses sociales inscrites dans l'accord du gouvernement, à moins de lever de nouvelles taxes.

## Retour annoncé du communautaire

Les incertitudes socioéconomiques ne constituent pas les seuls écueils qui parsèmeront le chemin gouvernemental: les bonnes vieilles échauffourées communautaires risquent fort d'y tracer quelques profondes ornières. Pour quelles raisons? À première vue, on pourrait croire que les électeurs du nord et ceux du sud ont voté de façon similaire: les socialistes et les libéraux ont, en effet, été renforcés en Flandre comme en Wallonie. Gare aux apparences, cependant: le scrutin de mai 2003 a accentué le déséquilibre entre les paysages électoraux du nord et du sud du pays.

Du côté francophone, les socialistes et les libéraux s'affirment plus que jamais comme les deux principales forces politiques, laissant les partis qui les suivent, le CDH et Écolo, à bonne distance. En Flandre, au contraire, le VLD, le cartel SPA-Spirit, le CD&V et le Vlaams Blok se tiennent au coude à coude. «L'écart entre le premier et le quatrième parti de Flandre est moins important que celui qui sépare le PS et le MR en Wallonie!», observe le Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp) dans son dernier *Courrier hebdomadaire*. Résultat? À un an des élections régionales et européennes de 2004, la compétition pour le leadership en Flandre promet d'être plus serrée que jamais. Certes, dans l'accord de gouvernement, les questions institutionnelles «pur jus» ont été «encommissionnées», c'est-à-dire momentanément confiées à un «forum», un organe de concertation associant les différents niveaux de pouvoir et censé adoucir les mœurs commu-

Guy Verhofstadt et les cinq femmes ministres de son gouvernement.

nautaires. On y discutera, en principe poliment, «des différentes questions en vue de contribuer à une plus grande cohérence structurelle de la répartition des compétences fédérales, régionales et/ou communautaires». Mais leur mise sous le boisseau ne sera pas éternelle: les questions institutionnelles seront l'un des thèmes majeurs de la campagne électorale régionale de l'année prochaine. Au lendemain de ce scrutin, elles figureront inévitablement au calendrier des partis flamands: l'opposition flamande (CD&V, N-VA, Vlaams Blok) va mettre les partis de la majorité sous pression– sans compter que ces derniers sont, eux-mêmes, demandeurs de davantage d'autonomie pour la Flandre.

Ces crispations promettent d'être éprouvantes pour le gouvernement fédéral: les dossiers communautaires ne s'expriment en effet pas uniquement sur le terrain strictement institutionnel, mais touchent à toute une série de dossiers socioéconomiques: la SNCB, les vols de nuit autour et au-dessus de Bruxelles, l'aide à l'emploi, la sécurité sociale, le droit de vote des étrangers non européens, etc. La majorité devra faire preuve de beaucoup de sang-froid pour résister à un tel menu. D'autant plus que la coalition violette issue du scrutin du 18 mai dernier est largement majoritaire du côté francophone, mais minoritaire –en voix, pas en sièges– du côté néerlandophone. De quoi fragiliser sensiblement l'aile flamande du gouvernement fédéral, qui devrait se frotter à une opposition parlementaire nettement plus importante dans celle qui occupe les travées francophones. Et nul doute qu'à l'approche de scrutins de 2004, cette opposition saura muscler ses propos et cherchera avidement des poux aux partis au pouvoir...

Il ne reste qu'à croiser les doigts pour que les partis qui composent l'aile nordiste du gouvernement fédéral ne subissent pas un revers électoral en 2004. Si le CD&V devait reprendre la main en Flandre dans quelques mois, cela ne manquerait pas de faire monter la pression dans les rangs socialistes et libéraux flamands. Et que dire si les sociaux-chrétiens forçaient une autre majorité régionale que celle en vigueur au fédéral! Certes, la logique du fédéralisme voudrait qu'une coalition différente à l'un ou l'autre niveau de pouvoir ne provoque pas nécessairement la chute du gouvernement fédéral. Mais cela ne contribuera pas –c'est un euphémisme– à l'harmonie. D'autant moins qu'en Région bruxelloise, dont le gouvernement sera lui aussi soumis au test des urnes l'année prochaine, certains socialistes semblent assez tentés par l'idée de casser la domination du MR en lui opposant un Olivier (une alliance «progressiste» entre les socialistes, les sociaux-chrétiens et les Verts). Un scénario qui aurait la cote si Charles Picqué (PS) raflait la présidence du gouvernement bruxellois au libéral Daniel Ducarme. Ambiance...

## Une alliance inédite

Bref, la législature promet de ne pas être un long fleuve tranquille. Et «le meilleur des libéraux et des socialistes» pourrait s'avérer un breuvage au goût amer. Difficile, donc, de prédire si la «bipolarisation» de la vie politique belge –c'est-à-dire l'émergence claire de deux pôles dominants–, produira des effets centripètes ou centrifuges. Délicat, aussi, de présager de l'impact de cette alliance quasiment inédite dans l'opinion publique. Au cours de la négociation de l'accord de majorité, cet été, les «rouges» et les «bleus» ont dû verser une bonne rasade d'eau dans

leur vin pour harmoniser leurs programmes ou, du moins, en donner l'impression. La Belgique, traditionnellement dirigée par des gouvernements de coalition, est rodée à ce genre de compromis, qui n'ont d'ailleurs rien de honteux. Mais le principe en est plus discutable lorsque les deux familles politiques les plus concurrentes écrètent leurs divergences idéologiques et fondent dans un même programme deux visions de la société habituellement antagonistes. Ce faisant, ne prennent-ils pas le risque d'éroder les passions et l'exaltation des différences, bref, d'appauvrir encore le débat démocratique? Si, d'autre part, le gouvernement violet ne parvenait pas à honorer ses promesses en raison d'une mauvaise conjoncture persistante, on voit bien quelles conclusions en tireront les électeurs les plus fragilisés. Et on voit bien, aussi, à quelles formations politiques profitera leur désarroi: l'extrême droite –et pas seulement flamande– n'a sans doute pas fini son ascension.

Or, étant donné la configuration de l'échiquier politique flamand (les «grands» partis nordistes tournent autour de 20%), la coalition d'un parti dominant avec un parti d'appoint, censée former ainsi l'aile flamande d'un gouvernement fédéral, semble bel et bien relever de la politiquification. «Et c'est là qu'on mesure toute l'ambiguïté de la situation, observe Vincent de Coorebyter, le directeur général du Crisp<sup>1</sup>: les socialistes et les libéraux ont un intérêt commun à voir s'affaiblir les sociaux-chrétiens et les Verts, puisque cela leur permet de récupérer à leur profit une bonne partie des électeurs transfuges de ces partis. Mais une alliance perpétuelle entre les «rouges» et les «bleus» s'inscrit dans le sens contraire de cette bipolarisation que semble souhaiter l'électorat, risque d'affaiblir le débat démocratique.» Un nœud gordien que le gouvernement violet aura beaucoup de difficulté à démêler...

Isabelle Philippon

<sup>1</sup> Lire *Le Vif/L'Express* du 11 juillet 2003.



Pour que la peine de prison ne soit plus...  
«peine perdue»?

# Janus: de la punition à la restauration

© M. C.

Finie, la peine de prison à subir passivement?

Traumatisé par l'électrochoc Dutroux, stigmatisé, injustement ou non, pour ses multiples et divers «manquements», le système judiciaire belge est bien forcé de continuer, vaille que vaille, à procéder à l'exécution de ses missions. La dernière législature s'est révélée douloureuse tant pour les repris de justice –et pas seulement les condamnés «mœurs»– que pour les initiateurs de projets visant à donner du sens à l'emprisonnement via la reconnaissance des faits par le détenu puis leur réparation, du moins symbolique. Le projet «Janus» s'inscrit dans cette dynamique<sup>1</sup>.

## Pour en finir avec la «solution» sécuritaire

Tous les projets en réinsertion ou en réhabilitation veulent transcender cette logique de l'enfermement clas-

sique (la peine de prison à subir passivement et douloureusement, sans souci de résolution, qu'elle soit personnelle ou sociale... au contraire?).

Depuis près de deux ans, l'asbl NACRE d'abord, puis le projet Janus, tentent de présenter une autre vision du «sécuritaire» en initiant une réflexion sur la justice réparatrice, que certains tendent à appeler restauratrice<sup>2</sup>.

Des groupes de prisonniers, encadrés par un(e) consultant(e) en justice réparatrice et des animateurs qui ne se veulent pas «surveillants» mais accompagnateurs et «révélateurs», ont été formés dans certains centres de détention pilotes de la Communauté française (établissements semi-ouverts, mais aussi fermés). Une expérience marquante pour toutes celles et tous ceux qui y ont pris

part, tant par sa richesse relationnelle que par son humanité et qui présente cette originalité de donner à des ex-détenus –co-animateurs de ces groupes!– de transformer une expérience de vie particulièrement douloureuse (la transgression et la prison) en atout pour contribuer à un changement sociétal.

## L'évolution du détenu... et du système qui l'a puni

Les initiatives en matière de justice restauratrice n'ont pas pour unique origine l'intérêt du détenu, dont on peut espérer que la bonne volonté sera bien notée lors des diverses évaluations dont il fera l'objet, mais aussi –et peut-être surtout– l'intérêt d'une société rendue plus cohérente via la resocialisation des personnes, souvent à la dérive en prison... et en prison parce qu'à la dérive.

Il s'agit de tenter de restaurer les liens entre l'auteur, la victime et la société: «Nous avons choisi de sensibiliser les participants à la justice restauratrice par une double approche: théorique bien sûr d'une part, avec un travail de conceptualisation par différents biais (définition de concepts clés tels qu'auteur, victime, justice, préjudice, réparation, restauration, dette etc., scénarios par travail en sous-groupes au départ d'illustrations et sur base d'éléments modulables d'une maquette, comparaison entre la justice «traditionnelle» et la justice réparatrice, rencontre avec un ancien détenu devenu herboriste naturopathe, conférencier et auteur, intervention d'autres personnes extérieures, mais aussi «de l'intérieur», par la mise en œuvre, dans le travail du groupe, des valeurs propres à la justice réparatrice (responsabilisation, respect, participation, écoute, communication, coopération, concertation). Ainsi, la signature par chacun, en ce compris les animateurs, d'un engagement écrit relatif notamment à la présence régulière et au respect strict de la confidentialité instaure dès la première séance une logique de responsabilisation, qui est bien perçue comme telle par les participants. Par ailleurs, le travail en

commun sur un objectif concret choisi par le groupe lui-même a une extraordinaire dimension de reconstruction des individus qui (ré)apprennent à fonctionner de manière constructive ensemble», nous explique Catherine Schnitzler.

## Un outil vivant

Le groupe détermine donc de commun accord ses règles de fonctionnement. Elles sont basées sur le respect de l'autre, l'écoute et l'expression personnelle, le «je»... Comme dans toute dynamique de groupe, l'unanimité n'est pas toujours de mise, mais cette absence ne débouche pas forcément sur l'agressivité ou l'incompréhension. Via des jeux de rôles, chaque détenu participant découvre lentement la réalité de la justice «qui répare». Que fait-on quand une règle a été enfreinte au sein du groupe? Doit-on exclure l'auteur de l'infraction? Ou entamer une médiation? Rapprocher les points de vue... ou insister sur ce qui divise et ce qui sépare? Le groupe peut alors arriver à la conclusion qu'il est très souvent plus efficace de passer par la médiation, l'échange, sans être éternellement obsédé par l'idée d'exclure «l'autre»: «Sur le plan individuel, nous pensons que le travail du groupe permet aux participants de passer de la victimisation qu'ils expriment presque tous au départ à une prise de conscience des conséquences de leurs actes, et de ce que peuvent vivre leurs victimes, ainsi que de leur responsabilité dans ce qu'ils sont en train de vivre et, surtout, dans ce que sera demain. Ils en ont également retiré pour la plupart un souhait de réparer autant que faire se peut le(s) dommage(s) qu'ils ont causé(s) et de «faire la paix» avec leur(s) victime(s)».

## Laisser un espoir

La réintégration au sein de la société dépend pour une large part de la restauration du respect de soi et des autres chez le détenu: «Retrouver une place digne, d'être humain, dans la société n'est possible que si la rupture, la perte du sentiment de cohésion à l'égard du groupe social, ont

été travaillées et si l'auteur, prenant conscience de son acte, peut le «résoudre» en mettant en place les éléments d'une réparation choisie, volontaire, bien différente du purgatoire imposé qu'est le séjour en EP. Dans cette mesure, la réparation «restauratrice» conditionne une réelle réinsertion».

L'initiative de «Janus» suscite un réel espoir chez les détenus qui y ont participé, et qui y participent: «Mais dans le contexte carcéral, ce n'est pas là chose fort évidente!». Les sentiments d'angoisse, de colère, d'injustice ne demandent qu'à ressurgir. L'image négative que la société renvoie aux «transgresseurs» de l'ordre établi les invite à la «rechute».

Mais la plupart des participants ont quitté leur rigidité morale et mentale pour une attitude d'«acteurs»... non

## Qui est Janus?

Dieu des transitions et des passages, gardien des portes et des arcs, Janus est une créature de la seule mythologie romaine. Il marque l'évolution du passé vers l'avenir (et vice-versa), d'une vision à une autre, d'un univers à un autre\*.

Comme l'Hermès bicéphale, Janus possède un double visage qui peut symboliser l'extrême interdépendance des deux aspects de la justice réparatrice, tels les deux visages d'une évolution croisée chez l'auteur de l'acte répréhensible. Deux visages pour un même cou (la décision de devenir responsable) sans que l'un soit concevable sans l'autre, supprimer l'un mettant l'autre en danger. Mais aussi, l'un des visages regardant le passé et l'acte commis, l'autre, le futur que l'on voudra meilleur... ou non.

L'initiative de «Janus» est d'instaurer un véritable projet actif dans le temps même de la détention, visant à transformer radicalement la vision que le détenu a de lui-même et de ce qu'il a perpétré. En le responsabilisant –parfois pour la première fois de sa vie!– et donc en lui redonnant cette part d'acteur dans celle-ci, les médiateurs espèrent infléchir le cycle infernal victimisation/vengeance/nouvelle dégradation de l'image de soi du détenu et de celle qu'en ont «les autres»...

\* Chevalier et Gheerbrant, Dictionnaire des symboles, Laffont 1982, 530.

sans douleur: «Au travers de contractions parfois très douloureuses –c'était le prix à payer– ils s'éveillent progressivement à une autre logique. Ils rejettent beaucoup des clichés déresponsabilisants qu'ils avaient intégrés pour aller vers leur responsabilité... et choisir de l'assumer. Émancipés, ils sont maintenant en mesure de devenir acteurs de leur propre histoire et de leur avenir, pour peu qu'on leur en laisse le loisir...

C'est précisément là que se trouve l'interrogation, pire, le paradoxe. L'attitude qui découle de cette émancipation est évidemment contraire à la logique carcérale. Partant, rejeter cet univers est sain, parce qu'il est infantilisant et incompatible avec l'autonomie de l'adulte, mais aussi facteur de risque car la crise, pourtant fondamentalement positive, expose à la sanction par le système. En d'autres termes, plus on est acteur, plus on s'émancipe, moins on supporte le système et plus on risque les ennuis. On en vient ainsi à se demander dans quelle mesure le cadeau n'était pas empoisonné puisqu'à l'heure actuelle, le système est ce qu'il est et qu'il n'existe pas en milieu carcéral d'encadrement à la démarche restauratrice... qui résulte de la sensibilisation».

Il faut à tout prix, éviter de placer les personnes concernées «dans une forme de double contrainte (double-bind) qui consisterait à les inciter au changement d'un côté... et à les punir de l'autre pour leur évolution!». De même, la justice restauratrice ne fonctionnera pas avec tous les condamnés dans toutes les prisons. Certains seront tentés de se positionner face à une simple chance de peine plus courte en se souciant fort peu de devenir «meilleurs» ou «mieux adaptés». Aux dires de certains détenus particulièrement motivés, il en est aussi qui «ne comprennent pas vraiment ni ce qu'ils font dans le groupe, ni à quoi cela peut les mener... et se bornent alors à considérer l'«événement» comme une simple récréation». Mais l'océan aussi est formé de gouttes d'eau... ■

Olivier Swingedau

<sup>1</sup> Nous remercions Catherine Schnitzler, médiatrice, formatrice et porteuse du projet «Janus», Valérie Ducat, conseillère en justice réparatrice et J.-F. Meur, toujours détenu à l'EP de Marneffe pour leurs éclaircissements et leur implication, qui apportent tout son sens à cet article.

<sup>2</sup> Partant de l'idée que l'infraction est le résultat ou la cause (et souvent les deux à la fois) d'une atteinte au lien entre l'auteur et la victime de même qu'entre l'auteur et la société, la justice réparatrice est un processus, multidirectionnel de restauration de ce(s) lien(s). Il repose sur la responsabilisation de l'auteur; la prise de conscience, grâce à la communication entre les différents acteurs, du vécu de chacun et des mécanismes ayant conduit aux faits et une réparation par l'auteur qui dépasse largement la dimension purement matérielle.

Contacts utiles:  
• asbl NACRE, bd Reyers 207-209, 1030 Bruxelles, tél. 476/97.07.26, 02/732.73.34, e-mail: nacre@tiscali.be;  
• Amazone, rue du Méridien 10, 1000 Bruxelles.



# Le Ciel t'aidera

Parmi les nombreuses mesures déconcertantes prises par la Maison-Blanche depuis que George W. Bush y a fait son entrée, celle intitulée *faith-based initiative* (initiative fondée sur la foi) mérite qu'on s'y arrête.

Cette mesure vise à faire transiter une partie croissante de l'aide sociale par des associations religieuses. Une atteinte choquante au principe de la séparation entre les églises et l'État. Mais c'est peut-être pour un tout autre motif que cette initiative va être freinée.

Mais il ne faut pas noircir inutilement le portrait de Bush Jr: ce n'est pas lui qui a eu cette idée. Elle date de 1996. Profitant d'une loi modifiant le système des aides sociales, John Ashcroft (à l'époque sénateur) avait fait passer un texte destiné à permettre le financement public de quelques programmes d'assistance lancés par des Églises.

Après son arrivée au pouvoir, Bush a décidé de faire de cette mesure extrêmement limitée une des bases de son action sociale. Dans un style ampoulé qui n'appartient qu'à lui, il a parlé des groupements religieux comme des «armées de la compassion», a vanté l'«efficacité» de leurs programmes d'aide (par opposition aux programmes officiels) et a promis d'accorder aux groupements religieux les mêmes aides que celles dont bénéficient déjà les différentes ONG non religieuses actives sur le terrain de l'aide sociale.

Officiellement, il n'est donc question que de permettre aux organisations religieuses de faire jeu égal avec d'autres représentants de la société civile. Mais, quand on se plonge plus avant dans la rhétorique bushienne, on comprend vite que le président préfère que l'aide sociale émane des Églises. Dans différents textes, il a expliqué qu'«aucune initiative gouverne-

mentale ne peut (...) donner un sens ou un but à la vie des gens»<sup>1</sup>. En clair: seules les organisations religieuses peuvent aider à la fois matériellement et spirituellement.

Surtout, l'intervention accrue des Églises permettrait à l'administration publique de confier la gestion de l'aide sociale à des sous-traitants. Et d'éviter d'y investir de trop fortes sommes: le programme s'est fait sans augmentation des fonds consacrés à l'aide sociale. Chaque dollar qui va à une Église est donc autant en moins pour les organisations non religieuses.

Face aux craintes de voir les personnes fragilisées obligées de recevoir un endoctrinement religieux en même temps que leur aide, l'administration se veut rassurante: des barrières ont été prévues pour empêcher ça. Lesquelles? «*Les activités religieuses ne pourront pas se faire dans le local où l'aide est distribuée, ou pas en même temps*» et «*il faudra expliquer à ceux qui reçoivent l'aide qu'elle n'est en rien liée à l'assistance aux services religieux*». Mais rien n'interdit de mettre des symboles religieux dans le local où l'aide est distribuée<sup>2</sup>. Et une persuasion «douce» n'est jamais interdite.

## Discrimination à l'embauche

Il n'y a pas que l'aide matérielle qui pourrait être confiée aux Églises. L'administration envisage également de les impliquer, entre autres, dans des programmes d'éducation de la petite enfance. De nombreuses voix se sont élevées pour protester contre une mesure qui, si elle ne vise officiellement qu'à financer les programmes d'aide sociale mis sur pied par les Églises, permet, en fait, de financer les Églises elles-mêmes.

Les protestations ont été telles que le programme original, jusqu'à présent, a toujours été refusé par le Congrès et le Sénat, qu'il ne fontionne que grâce à des «ordres exécutifs», émanant directement de

la présidence, et que les 700 millions de dollars qui auraient dû être octroyés par ce canal se sont transformés en 30 millions. En avril 2003 cependant, le Sénat en a adopté une version édulcorée, et le Congrès devrait faire de même bientôt.

Édulcorée en ce sens que les élus ont omis un passage du texte sur la liberté de recrutement des Églises. Il faut savoir que, depuis 1972, la loi américaine reconnaît aux groupes religieux le droit de recruter les membres de leur personnel sur base de leurs convictions religieuses, voire de leur orientation sexuelle.

Or, une autre loi, portant sur les aides publiques, prévoit que les groupes bénéficiant de ces aides ne peuvent pas pratiquer de discrimination à l'embauche. Parce que, s'il est logique de faire assurer les services religieux par des gens partageant la même foi, il n'y a aucune raison d'imposer des conditions religieuses à ceux qui sont payés par l'argent public pour assister les plus démunis.

## Demain au passé simple

Comme Bush refuse de reculer sur ce principe de la liberté de recrutement, on risque d'aller vers un blocage qui réduirait, voire tuerait ce programme. Sans le remplacer par quoi que ce soit d'autre d'ailleurs, l'époque étant à la limitation des dépenses publiques.

Mais déjà se profile à l'horizon un autre projet, encore plus grandiose: certains observateurs prêtent à l'administration l'intention d'impliquer les grandes sociétés privées dans l'aide aux plus démunis<sup>3</sup>. La Maison-Blanche aurait l'intention de leur demander de cofinancer les programmes d'assistance des Églises. L'Église et le patronat unis dans un retour à la charité version XIX<sup>e</sup> siècle: chez Bush Jr, c'est tous les jours *Retour vers le Futur*. ■

Marc Oschinsky

# L'insaisissable mais sincère Jacques Yerna\*

Personnage discret –d'aucuns (à tort) le disent secret–, Jacques Yerna est aussi un exceptionnel témoin des mouvements économiques, politiques et sociaux qui ont marqué la vie liégeoise, et, au travers de ceux-ci, l'histoire de la Belgique de la fin des années quarante jusqu'aux plus proches de nos jours. Ce fils d'un ouvrier liégeois et d'une pure gantoise, né en 1923, a commencé l'école primaire dans l'enseignement catholique flamand pour les achever dans une école communale proche de Liège. Son cursus scolaire s'est poursuivi à l'athénée royal, puis à l'université de Liège dont il est sorti en 1947, licencié en sciences économiques. Après un bref passage dans le monde des entreprises commerciales, il est entré à la FGTB en 1949, pour y rester jusqu'à sa mise à la retraite voici cinq ans et y exercer diverses et importantes responsabilités.

Homme de caractère, motivé par une conscience sourcilleuse, socialiste de conviction profonde, il s'est toujours refusé à cumuler fonctions syndicales et participation au pouvoir politique, privilégiant avant tout l'action du monde des travailleurs et tendant de toutes ses forces à l'unité du mouvement ouvrier et social. Il a en effet été définitivement marqué par les crises économiques et politiques qui ont émaillé sa jeunesse: la misère et le chômage (non indemnisé) des années trente, les combats de la Résistance et la révolte contre le fascisme et le nazisme de 1936 à 1945, l'«affaire royale» autour de 1950, la «loi unique» de 1960... tout cela a pu contribuer à en faire un homme très engagé, poursuivant la vision d'un socialisme de lutte et de rigueur, s'opposant fréquemment aux porteurs de l'autorité comme aux facteurs de dérives, ce qui a pu donner de lui l'image d'un citoyen dont la fréquentation n'était pas nécessairement confortable. Autant qu'on se souvienne, il a personnellement contribué à façonner ce portrait un peu trop austère pour restituer

son exacte vérité: habillé d'un complet veston de coupe stricte, portant cravate quand la plupart des syndicalistes et des militants du PS choisissaient le blouson et le col ouvert, usant d'un langage direct et sans fioritures, ne livrant rien de son intimité, il a imprimé une démarche particulière au syndicalisme liégeois. Une

démarche qui se distancie autant des clivages philosophiques que des blocages communautaires, encore que Jacques Yerna ait exercé un rôle considérable dans le combat wallon.

Julien Dohet et Jérôme Jamin ont tenté et sans doute réussi un pari: rassembler en quelque 175 pages d'entretiens les composantes du portrait d'un homme apparemment insaisissable, qui ne se livre que quand il le veut bien, qui esquivait toute réponse à une question en dehors d'un cadre préalablement accepté, et surtout, dont la sincère et totale honnêteté s'affiche à chaque ligne. ■

Jean Charlier

\* L'article consacré à l'ouvrage a été rédigé avant le décès de Jacques Yerna le 11 août 2003.

## Les trois imposteurs

Raoul Vaneigem est toujours infatigable dans sa recherche et sa mise en évidence de ceux qui, dans le passé, ont critiqué les religions et leur ont résisté.

Vaneigem publie en préface, dans un agréable petit volume<sup>1</sup>, trois traités anciens illustrant, en de périlleuses époques, une critique radicale des trois grandes religions.

Il s'agit de *L'Art de ne croire en rien* qui valut à son auteur, Geoffroy Vallée, d'être exécuté en 1574 à Paris. En fait, Vallée est déiste et s'en prend à toutes les religions existantes ainsi qu'à l'athéisme qui ne serait qu'une perpétuation d'un système de croyances. J'avoue avoir ici peu goûté la référence de Raoul Vaneigem à Staline et Pol Pot comme athées coupables d'exécutions à propos d'un non-conformisme en religion exécuté pour ses idées.

On trouve ensuite deux textes *De tribus impostoribus* et le *Livre des trois imposteurs*. Le premier a été probablement écrit en 1688 par un théologien allemand, J.-F. Mayler. Le second, écrit en français, est publié en 1721 à Rotterdam.

Les trois imposteurs, ce sont évidemment Moïse, Jésus et Mahomet. Le thème est médiéval et dès le XII<sup>e</sup> siècle, Averroès parle des «trois individus qui ont corrompu les hommes». Plus tard, on retrouve les mêmes idées chez Thomas Scoto (mort sur le bûcher à cause d'un ouvrage publié en 1344), Herman de Rijswijck (qui s'en tira avec une condamnation à la prison à vie à Gand en 1502) ou Jacques Gruet, responsable en 1547 d'un soulèvement contre Calvin qui le fit exécuter.

Aujourd'hui, ces attaques directes semblent à la plupart de mauvais goût. L'évidence du *De tribus impostoribus* quand il dit que «*tout nouveau fondateur d'une religion est suspect de tromperie, surtout à cause du fait que tout le monde reconnaît clairement toutes les falsifications quand il s'est agi de répandre une religion*» (p.66), cette évidence n'est plus appliquée aujourd'hui qu'aux «sectes». On était plus clairvoyant et plus courageux autrefois.

Ces critiques anciennes ont surtout comme intérêt de nous rappeler que l'incroyance ou la dissidence religieuse sont parties de la dénonciation des textes et des idées absurdes contenues dans les textes sacrés des religions et des pratiques de celles-ci.

S'il avait été question de respect des religions, on en serait resté au fondamentalisme chrétien. ■

Patrice Dartevellé

<sup>1</sup> *L'Art de ne croire en rien* suivi du *Livre des trois imposteurs*, édition établie et préfacée par Raoul Vaneigem, Rivages poche/Petite Bibliothèque, Paris, 2002, 177 p., 7,95 €.

Julien Dohet et Jérôme Jamin, *La Belgique de Jacques Yerna*, éd. Labor-IHOES Bruxelles-Liège, coll. La Noria, 2003, 176 pages dont 16 pages de photos, 15 €.

J. Dohet et J. Jamin sont membres du comité de rédaction d'*Espace de Libertés*.

Moïse

Mahomet

Jésus



# Mars, au plus près

De juillet à fin 2003, la planète Mars est la vedette du ciel nocturne.

De mémoire d'humanité, Mars n'a jamais été aussi proche de notre Terre que le 28 août dernier. Du moins les revues «spécialisées» le prétendent avec quelque assurance! Je ne suis pas convaincu que les 73000 ans avancés ne soient pas une figure de style dépassant quelque peu nos capacités prédictionnelles. En tout état de cause cela ne s'était pas présenté depuis au moins 10000 ans. Pour le reste, tant pour le passé que l'avenir, au-delà de cet intervalle, le système solaire est soumis à trop d'incertitudes chaotiques pour que cette extrapolation à plusieurs dizaines de millénaires ne soit pas imprudente.

Les petits hommes verts sont-ils aux aguets? Est-ce la proximité de la planète rouge qui rend les hommes aussi belliqueux en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle? La canicule de cet été 2003 lui est-elle associée? Non, bien sûr!

L'intuition que la vie puisse exister sur une autre planète est vieille comme l'astronomie. Elle n'est sortie du débat philosophique, dont Giordano Bruno fit les frais sur le bûcher, qu'après Galilée et Cyrano, quand la nature matérielle des astres fut reconnue. Aujourd'hui encore, cette idée interpelle les théologiens de l'intégrisme bien que Mars, par sa proximité soit, après la Lune et Vénus, en tête du programme d'exploration du cosmos.

## Un vaste désert rougeâtre

Cette proximité, très variable, tient à une particularité de son orbite autour du Soleil. Elle est cinq fois plus excentrique (étirée) que celle de la Terre: 56 millions de kilomètres au plus près, et quatre cents millions au plus loin. Avec une taille moitié moindre que celle de notre globe, Mars est, en volume, huit fois plus petite et en masse, dix fois. Gravité faible, donc atmosphère ténue (un centième d'atmosphère), riche en dioxyde de carbone plus qu'en Azote ou en Oxygène. L'eau est fixée au sol dans des terrains surgelés. La planète fait un tour du Soleil en deux ans et son jour est en durée semblable au

nôtre. L'axe de rotation est incliné sur le plan de circulation, ce qui engendre des saisons bien typées. Elle reçoit en moyenne deux fois moins d'énergie solaire que la Terre. Sa température superficielle, si elle peut grimper à 20°C à l'équateur et en été, descend à -160°C aux pôles avec une moyenne proche de -40°C. Ce ne sont pas les conditions les plus favorables au développement ou à l'entretien de la vie biologique. Mars ressemble à un vaste désert rougeâtre où ondulent des cordons de dunes blanchis sous les vents dominants glacés par les neiges carboniques et les neiges d'eau. Ici et là, de longues failles tracent des canyons profonds et quelques cirques montagneux témoignent de chutes de météorites volumineuses, non effacées par l'érosion. Ailleurs, des dômes volcaniques atteignent des altitudes considérables (20 ou 25 kilomètres) tel l'*Olympus mons*.

## Le syndrome des canaux

La cote médiatique de Mars a grimpé brusquement vers 1869 quand l'astronome italien Schiaparelli a cru y découvrir des traces rectilignes: des canaux. Preuve que d'habiles ingénieurs hydrologues faisaient descendre l'eau trop rare depuis les calottes polaires vers les régions habitées. Vision à la mode: on est en plein syndrome des grands canaux terrestres de Panama, Suez et Corinthe! Deux ans plus tard, ces canaux se dédoublent pour faciliter les écoulements et cette hypothèse déclenche une des querelles les plus ardentes de l'histoire de l'astronomie. Camille Flammarion expliqua qu'il s'agissait d'interprétations dues à la mauvaise qualité des images martiennes, rien n'y fit. En effet, au télescope, Mars est un des objets les plus difficiles à observer. On la compare souvent à une petite orange agitée de déformations ectoplasmiques: y voir des canaux, des océans, des lacs et des ingénieurs... relève quelque peu d'excès d'imagination!

Il a fallu quatre-vingts ans pour qu'Antoninadi, à l'Observatoire de

Meudon, après quatre décennies d'observations minutieuses, fasse la preuve que Flammarion avait raison. Vingt ans plus tard, la conquête spatiale trancha définitivement le débat en mettant à notre disposition des cartes topographiques de Mars plus précises que celles dont, vingt ans auparavant, on disposait pour la Terre. En 1960, les cartes de Mars tenaient dans un modeste tiroir, en 1980, les données aréographiques (d'Ares= Mars) occupaient un local complet. Trente-six missions spatiales (dont 18 américaines et 16 russes) ont tenté ou tentent (quatre sont en cours) de percer les «mystères» martiens. Dix missions seulement ont connu un succès partiel ou total. C'est le plus faible taux de réussite de toute la conquête spatiale! Une malchance incroyable n'a cessé de harceler les astronomes. Ce qui montre la difficulté de cette tâche. Néanmoins on dispose actuellement d'informations qui permettront un jour aux astronautes de se promener à sa surface, d'y pratiquer l'aréologie (géologie martienne) et d'y chercher les improbables traces d'une vie primitive, d'un souvenir archéologique, des fossiles ou quelques indices permettant d'augurer une dynamique du vivant dans un futur très lointain.

Il est peu probable qu'on retrouve des «restes» de petits hommes verts et de leurs cités ou qu'on croise la «chose» innommable par laquelle Wells a terrorisé certains de nos grands-parents.

Paradoxe, ce n'est pas la «chose» qui va conquérir la Terre après une «guerre des mondes» sanglante... Ce seront nos missionnaires bottés et casqués qui partiront à l'assaut d'une planète refroidie et inhospitalière. Sera-ce une première reconnaissance du refuge ultime que trouveront quelques échantillons échappés d'une humanité terrestre que son aveuglement technologique et vénal aura conduit à la destruction?

André Koeckelenbergh

Photo AFP

## Rectificatif

Dans notre n°312, le nom de l'auteur de l'article «Vive la politique!» (rubrique Idées) en page 27 n'est pas apparu pour une raison technique inconnue. Rendons à César... et à Yolande Mendes da Costa l'écriture de cet article!

## Sans État d'âme

Haut représentant de l'État belge, et exécutant zélé du ministre de l'Intérieur, Stephan Schewebach, directeur général de l'Office des étrangers jusqu'en janvier 2003, reconnaît exercer son métier sans état d'âme. Cynisme, drôlerie et fermeté, ainsi peuvent être qualifiés ses propos, récemment recueillis par deux journalistes. Mais derrière l'impudence affichée par ce haut fonctionnaire, se cache la politique d'asile menée par la Belgique et par toute l'Europe. Si les réfugiés politico-religieux ont toutes les peines du monde à faire la preuve que leur demande d'asile est fondée, les réfugiés économiques, de leur côté, ne peuvent nourrir aucun espoir: la Belgique ne peut accueillir toute la misère du monde. Que ces pauvres aillent donc soigner leur misère ailleurs.

Meurtre de Sémira Adamu en 1998, déportations de familles tziganes en 1999, expulsions quotidiennes, musclées en cas de résistance, maintien en détention dans l'un des six centres fermés établis dans le Royaume: tels sont les moyens utilisés par notre douce patrie pour lutter contre l'immigration clandestine.

Certes, ne versons pas dans l'angélisme et ayons l'honnêteté de reconnaître que le contrôle de l'immigration est une nécessité. Mais qui peut admettre la logique inhumaine consistant à enfermer hommes, femmes et enfants dont le seul crime est la recherche d'un mieux-être? Sans parler des abus et brutalités inhérents aux expulsions forcées. S'étonnera-t-on dès lors que de tels procédés appellent à la désobéissance civile? Ce sont cependant quelques-uns de ceux-là mêmes -26 prévenus du collectif contre les expulsions- qui ont le courage de se révolter contre ces méthodes barbares, qui comparaitront devant la justice de notre pays. De notre État de droit, incapable de traiter un étranger sans papiers avec le respect dû à tout être humain.

*Sans État d'âme*<sup>1</sup> est le titre choisi pour ce livre, réalisé par le comité de soutien au collectif contre les expulsions. Le texte intégral de l'interview de «monsieur S.» constitue la matière première soumise à de nombreux auteurs tels Pierre Mertens, Lise Thiry, Isabelle Stengers, et bien d'autres.

Andrée Masson-Depasse

<sup>1</sup> *Sans État d'âme. Lettres ouvertes sur les Centres fermés*, éditions du Cerisier, rue du Cerisier, 7033 Cuesmes-Mons 302 p., 13,50 €.

## La Guerre des Dieux

# Comique antireligieux

© AFP/Viollet

Président de La Pensée et les Hommes, Jacques Lemaire est aussi professeur à l'ULB et Lille III dans des domaines littéraires très pointus. Il est également un de nos meilleurs maçonologues.

Passons d'emblée à sa dernière publication, l'édition intégrale commentée scientifiquement de *La guerre des Dieux*, œuvre redécouverte du XVIII<sup>e</sup>, libertine, maçonnique, talentueuse, antireligieuse.

Écoutons Jacques Lemaire nous en parler.

«C'est en 1799, à l'extrême fin du XVIII<sup>e</sup> siècle fertile en bouleversements philosophiques et littéraires, que paraît "La guerre des Dieux anciens et modernes" d'Évariste de Parny (1753-1814). L'auteur, déjà connu comme le chantre élégiaque de la jeune Éléonore dans ses "Poésies érotiques" (1778 et 1784) et le poète de la couleur locale par ses "Chansons madécasses" (1787), entre cette fois dans une veine moins "angélique".

Héritier des philosophes, en particulier de Voltaire qui l'avait embrassé en l'appelant "mon cher Tibulle" en 1778, Parny s'inscrit désormais dans le courant littéraire antichrétien et prononce, sous les couleurs d'une fable théomachique où les divinités païennes entrent en rivalité de pouvoir avec les figures centrales du christianisme, une satire implacable du monde clérical (la débauche des moniales, l'hypocrite paillardise des religieux, la simonie des papes) et une critique acerbe de quelques dogmes, en particulier les doctrines de la Trinité et de la virginité de Marie.

Le comique suscité par la confrontation entre le faux ascétisme des croyants et la propension au plaisir authentique des païens, la rupture de style entre la franche liberté de parole des dieux de l'Olympe et les entortillements dialectiques des déités chrétiennes, les mises en cause, souvent étayées de manière savante, de quelques-uns des fondements les moins assurés de la religion du Christ valent au poète de sévères reproches de blasphème.

Si son ouvrage a connu un très vif succès jusqu'à l'aube de l'Empire et a, de l'aveu même de Chateaubriand, exercé un rôle déterminant dans la genèse du «Génie du Christianisme», il a ensuite subi, jusqu'à nos jours, des condamnations aussi virulentes qu'aveugles dans les milieux conservateurs. Ses censeurs impitoyables en ont surtout retenu le ton de dérision, les accents de sacrilège et les moqueries ingénues envers le catholicisme, en négligeant les principes philosophiques et les conceptions morales défendues par Parny dans "La guerre des Dieux", valeurs que le poète avait découvertes et entretenues au cours du long engagement maçonnique de son existence.

Janos Molnar

Pour Chateaubriand, ce livre a été déterminant dans la genèse du «Génie du Christianisme»

Jacques Lemaire, *La guerre des Dieux*, d'Évariste de Parny, Paris, Honoré Champion, 2003, 232 p., 44 €.

Voici un extrait significatif de *La guerre des Dieux*:

«Sur notre autel alors moins affermis,  
Nous tremblerons au seul nom de déiste.  
Le traître adore un dieu qui n'est pas nous...

Jésus-Christ  
Parlez plus bas.

Le Saint-Esprit  
Par lui-même il existe  
Ce dieu réel, et rien n'est aussi doux.  
Mais nous, hélas! mensonge que nous sommes,  
Notre existence est un bienfait des hommes.  
Leur doute seul nous replonge au néant.

Jésus-Christ  
À bas le doute, à bas le mécréant,  
Le raisonneur, enfin tout ce qui pense!  
Et pour régner enseignons l'ignorance!

Le Saint-Esprit  
Ou bien la Bible.

Le Père  
Et malgré ce moyen,  
Si la raison sapait notre puissance,  
Quel parti prendre?

Le Saint-Esprit  
Allons, il faudra bien  
Redevenir ce que nous étions: rien».